

4^e édition

FORUM SOUS-RÉGIONAL DE LA JEUNESSE

Mieux positionner les jeunes dans les
politiques de gouvernance et la
prévention des crises au Sahel

Ouagadougou, du 19 au 20 octobre 2023



Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique est né le 25 juin 1992. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance, est à l'origine du Gorée Institute qui est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique garant de son intégrité. Situé sur l'Île de Gorée, patrimoine mondial de l'humanité, la proposition de création de l'Institut est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar sur la Démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 entre le leadership de l'ANC alors en exil et 50 Afrikaners progressistes et libéraux: une solution réellement africaine à un problème africain.

Vision

Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une société civile indépendante et engagée.

Mission

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique. L'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Programmes

Les programmes de l'Institut constituent les mécanismes de la mise en œuvre de sa Vision et de sa Mission.

Ces programmes sont :

- Gouvernance démocratique et processus politiques
- Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits
- Femme, Paix et Sécurité
- Gouvernance des Ressources Naturelles
- Power of Dialogue
- Renforcement de la Société civile de Protection des Droits de l'enfant
- Renforcement Institutionnel
- Charte de Gouvernance de l'Afrique – CADEG : Digitalisation et Démocratie

Chaque programme est doté de son mandat et de sa fonction propre, mais tous sont liés par une logique et une synergie commune. Cette logique peut s'exprimer très simplement :

La **réflexion**, qui nous permet de promouvoir la production intellectuelle et artistique ; ainsi que de favoriser une approche visionnaire et préventive aux problèmes et défis contemporains.

La **recherche**, qui nous permet de soumettre à l'étude empirique les idées les plus prometteuses issues de la phase de réflexion.

L'**intervention**, qui nous permet d'agir souvent sur les résultats des phases de réflexion et de recherche.

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES.....	4
MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF.....	6
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	10
1. Historique et analyse contextuelle	11
2. But et objectifs du forum.....	13
3. Résultats obtenus	13
4. Démarche méthodologique	13
5. Participation au Forum	14
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE.....	16
1. Allocution du ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabès de l'Extérieur, chargé de la Coopération Régionale	16
2. Allocution du Directeur Exécutif de Gorée Institut	18
3. Résumé de l'allocution du Directeur pays de NIMD	22
4. Résumé de l'allocution de la Directrice pays de DIAKONIA.....	22
5. Résumé de l'allocution du Représentant du Président du Conseil National de la jeunesse	23
6. Résumé de l'allocution du représentant du ministre de la jeunesse des sports et de l'emploi.....	23
PANELS.....	26
1. Panel 1 : Défis sécuritaires et dynamiques politiques au Sahel : Intérêts et attentes des jeunes	26
2. Panel 2 : Transitions politiques et défis démocratiques : faire entendre la voix des jeunes	29
3. Panel 3 : Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour une refondation de la démocratie	32
4. Panel 4 : Révolution digital et participation citoyenne : Une stratégie pour la démocratie participative	35
SESSION DE PARTAGE D'EXPÉRIENCE SUR LE DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL	40
Présentation et points de discussion.....	40
Biographie de Boubacar Sawadogo	41
SESSIONS DE PARTAGE D'EXPÉRIENCE SUR LE GYLA.....	44
CÉRÉMONIE DE CLÔTURE	46
CONCLUSION	48
NOS PARTENAIRES.....	50
DÉCLARATION FINALE DES JEUNES	52
ANNEXES	56
1. Outcomes document.....	56
2. Agenda du forum	64



ACRONYMES

ACFP	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée
AJEA	Association jeunesse Espoir d'Afrique
AJPSS	Alliance des Jeunes Leaders pour la Paix et la Stabilité
ALT	Assemblée Législative de Transition
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CEMI	Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales
CNJ	Conseil national de la Jeunesse du Burkina Faso
GORIN	Gorée Institut
GYLA	Gorée Institute Youth Leadership Academy
JPS	Jeunesse, paix et sécurité
MOOC	Massive Open Online Course
NIMD	Institut Néerlandais pour la démocratie multipartite
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
POD	Power of Dialogue
TICS	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union africaine

DIALOGUE

Conseil national de la jeunesse



LES JEUNES DANS LES
MANÈGE ET LA PRÉVENTION
SAU SAHÉ



MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Après Dakar, Abidjan et Bamako, la capitale Burkinabè a eu l'honneur d'accueillir la quatrième édition du forum sous-régional de la jeunesse. Il s'agit de la dernière étape du **Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA)** déroulée depuis le mois d'avril avec un accompagnement dans l'élaboration de projets et de documents de plaidoyer sous la supervision de mentors, de cours en ligne (MOOC) d'une formation en présentiel à Dakar, de Visites de Terrain encadrées, de partage d'expérience etc. Le programme est clôturé par le traditionnel **Forum sous régional de la Jeunesse africaine** sur le thème « **Mieux positionner les jeunes dans les politiques de gouvernance et de prévention des crises au Sahel** », tenu du 18 au 19 octobre 2023 à Ouagadougou dans la salle de conférence du ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur.



principale cible dans le cadre de ses différents programmes et projets, dont le GYLA qui vise à renforcer les capacités des jeunes femmes et hommes leaders à jouer un rôle actif dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le processus de prise de décision politique aux niveaux national et régional.

Chers lecteurs, le forum sous régional de la Jeunesse dont l'organisation annuelle est devenue une culture institutionnelle pour Gorée Institute, a accueilli lors de cette édition plus de 200 jeunes praticiens représentant des organisations de la société civile, des partis politiques, des organisations internationales et des institutions gouvernementales du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal afin de leur permettre de partager leurs idées et expériences, de s'inspirer les uns des autres sur la façon de prendre en charge leur devenir et leur avenir et surtout de repenser la façon de s'engager dans la consolidation de la paix, l'engagement civique et la prise de décision politique favorisant la stabilité politique au Sahel.

Mes chers Jeunes, vous accompagner et vous encourager à vous engager civiquement est

très important pour le Gorée Institute qui en a fait une priorité depuis quelques années. En effet, pour que la jeunesse puisse s'intéresser et contribuer aux enjeux sociopolitiques de son pays et de sa région, elle doit mieux se positionner dans les politiques de gouvernance et de prévention des crises de son pays ou de sa région. Ces cadres d'échanges permettent aux jeunes de développer toute une série de connaissances, de compétences, de valeurs et de motivations qui leur permettront d'être des citoyens capables et engagés.

L'édition de 2023 est marquée par le soutien et la participation des autorités burkinabè. Il s'agit principalement du ministre burkinabè des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi qui a bien voulu parrainer l'événement et qui l'a rehausser non seulement par sa présence mais aussi en acception de partager son expérience avec les jeunes venus des quatre pays précités. Il y a eu aussi le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, du Conseil national de la Jeunesse, du ministre délégué auprès du ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'Extérieur et de l'Assemblée Législative de Transition du Burkina Faso qui a bien voulu sponsoriser la participation de jeunes burkinabè venant de Ouagadougou et des autres régions du pays. Je remercie aussi les organisations qui ont

contribué à la réussite de ce forum, il s'agit de Diakonia, du Centre pour la Gouvernance Démocratique, du Bureau pays de NIMD et de l'Association Jeunesse Espoir d'Afrique.

Les pertinentes recommandations formulées par les jeunes à travers leur déclaration et insérées dans ce présent rapport, découlent des conclusions du forum et mettent en exergue des points à conforter, des lacunes à combler ou des nouvelles orientations à suivre par les toutes les parties prenantes concernées. Ces recommandations permettront, je l'espère sincèrement, d'améliorer et de réorienter les actions et politiques de nos États et de nos institutions.

Je terminerai par cette citation de Francis BACON, Philosophe et homme d'État britannique du 15^e siècle « La jeunesse est plus apte à inventer qu'à juger, à exécuter qu'à conseiller, à lancer des nouveaux projets qu'à poursuivre des anciens ». Alors, je vous appelle à devenir une force de proposition pour le changement que vous voulez pour l'Afrique.

Très bonne lecture.

Doudou Dia
Directeur Exécutif, Gorée Institute





01

Introduction générale



INTRODUCTION GÉNÉRALE

GOREE INSTITUTE organisation panafricaine de la société civile, a pour mission de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique. L'Institut Gorée réalise sa mission par la recherche, la facilitation et l'intervention, et travaille en étroite collaboration avec les instances régionales et sous régionales africaines, les organisations de la société civile africaine et les citoyens africains. Cette mission nécessite notamment l'élaboration de nouveaux paradigmes, l'élargissement des réseaux de personnes et d'institutions, l'optimisation des ressources humaines existantes sur le continent.

Le **POWER OF DIALOGUE (POD)** est un programme pluriannuel (2021-2025) financé par le ministre néerlandais des Affaires étrangères. C'est une initiative conjointe du **Consortium Power of Dialogue** composé du **NIMD**, de l'**Institut Gorée**, du **CEMI** et d'**Akina Mama wa Afrika**. Ce programme vise à renforcer la participation et l'influence des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés dans les processus politiques. L'objectif ultime est de construire des sociétés plus inclusives.

Conformément à son objectif institutionnel, l'Institut Gorée a formalisé un partenariat avec l'État du Burkina Faso, des organisations nationales et internationale basées au Burkina Faso, pour organiser conjointement ce forum des jeunes à Ouagadougou du 19 au 20 octobre 2023 sur le thème : « **Mieux positionner les jeunes dans les politiques de gouvernance et la prévention des crises au Sahel** ». Il s'agit d'une rencontre qui rassemble environ deux cent (200) jeunes acteurs de la société civile, des partis politiques, des organisations internationales et des institutions étatiques et non étatiques

du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, afin de partager leurs idées et expériences, de s'inspirer les uns des autres sur la façon de prendre en charge leur avenir et de repenser la façon de s'engager et de se positionner dans la consolidation de la paix, l'engagement civique et la participation aux instances de prise de décision politique pour favoriser la stabilité politique au Sahel.

Le Gorée Institute considère que sa mission et celle de ces organisations partenaires se renforcent mutuellement ; et en tant que telles, il a coorganisé avec elles cet événement visant à contribuer à la réalisation de leurs objectifs communs. Les termes de cette coopération et de cette participation sont déterminés par un accord issu d'une large consultation, dans le but de promouvoir la voix civique des jeunes pour qu'ils s'engagent dans les espaces de prise de décision.

L'événement est honoré par la présence des autorités du Burkina Faso. L'accent est mis sur certains des principaux obstacles politiques, ainsi que sur l'expérience et les défis auxquels sont confrontés les jeunes au 21^e siècle.

De même, des présentations thématiques animées par des acteurs influents ont permis de formuler des recommandations inspirantes pour motiver les jeunes dans l'engagement politique pour influencer le changement. Le forum a permis la proposition de solutions concrètes pour soutenir les jeunes travaillant sur la consolidation de la paix et l'engagement civique afin de les aider à renforcer leurs connaissances et leur expérience dans le but de s'impliquer davantage. Le forum a également permis de consolider le partenariat des organisations de jeunesse des pays concernés dans le but d'approfondir les relations entre les organisations de jeunesse de la société civile et les autres parties prenantes au niveau national et régional.

1. Historique et analyse contextuelle

La résolution historique 2250 du Conseil de sécurité, adoptée en 2015, reconnaît la contribution positive de la jeunesse aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. L'énorme potentiel des jeunes pour la réussite des programmes pour la paix et la sécurité est la clé de la réalisation des objectifs de développement durable. L'Assemblée générale des Nations unies souligne la nécessité pour les jeunes de bénéficier d'opportunités économiques, d'une participation politique active, de services sociaux et de sécurité, afin d'éviter les conditions menant à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Au cours de la 73ème session, la Présidente de l'Assemblée générale renforce le dialogue avec les jeunes sur leur participation à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

Dans le même élan, dans le cadre de l'Agenda 2063, l'Union africaine (UA) a élaboré diverses politiques et programmes pour la jeunesse afin de tirer parti du dividende démographique. Pourtant, il est possible de faire davantage pour renforcer la voix des jeunes en matière de sécurité, notamment dans les contextes multilatéraux. Le renforcement de l'impact des politiques et des stratégies de paix et de sécurité ne peut se faire que par une compréhension approfondie des expériences vécues par les

jeunes femmes et les jeunes hommes en matière de violence, d'injustice et d'exclusion, tant dans des situations de conflit violent que dans des contextes d'inégalité, d'insécurité ou d'incertitude en dehors des conflits comme lors des crises politiques. Les discussions sur la manière d'adopter une nouvelle approche, plus inclusive, de la jeunesse, de la paix et de la sécurité (JPS) devraient s'appuyer sur les connaissances expérientielles et les perspectives que les jeunes eux-mêmes apportent à la table, ainsi que sur leurs contributions potentielles à la résolution des problèmes complexes auxquels les secteurs africains de la sécurité et leurs homologues continuent d'être confrontés.

Concernant la participation politique des jeunes, la notion de participation a été explicitement élargie bien au-delà de son volet institutionnel (comme le vote) pour inclure diverses formes non institutionnelles, telles que l'implication des jeunes dans les sections jeunes des partis politiques, les parlements de jeunes ou les mouvements activistes, l'inscription sur les listes électorales pour candidature aux postes électifs. La participation politique des jeunes englobe également certaines activités de la sphère institutionnelle comme membres des organes chargés de l'organisation des élections. Les expériences des jeunes jouent un rôle déterminant pour maintenir leur motivation sur le long terme. Les facteurs



essentiels dans ce processus sont la reconnaissance personnelle et le sentiment d'auto-efficacité. Les jeunes s'engagent en politique lorsqu'ils s'y sentent reconnus, écoutés et pris au sérieux.

Le thème du forum portant sur « **Mieux positionner les jeunes dans les politiques de gouvernance et de prévention des crises au Sahel** » campe le décor d'une zone sahélienne marquée par une crise de la gouvernance économique, politique et sécuritaire rendue encore plus complexe par l'envahissement de la zone par des groupes armés à l'idéologie difficilement identifiable. Ce forum a permis de créer un espace démocratique pacifique permettant aux jeunes de s'engager dans le processus de prise de décision politique, inclusif, réactif et représentatif dans un contexte de développement des réseaux sociaux et de la prolifération des groupes armés dans le Sahel central qui trouvent chez les jeunes le vivier pour leurs plans de recrutement.

12

De même, la frustration croissante face à l'impasse institutionnelle au niveau politique a souvent conduit de nombreux jeunes à s'exprimer par d'autres moyens informels tels que des actions de protestation dans la rue ou des conduites émeutières alimentées par les médias sociaux. Par exemple, alors que l'activisme civique a toujours été dynamique au Burkina Faso au fil des ans, cet activisme a atteint de nouveaux sommets avec le renversement de certain régimes politiques, lors desquels, les jeunes ont été la force la plus active des manifestations de rue. Il n'est pas surprenant que le désengagement croissant des jeunes vis-à-vis des élites et des institutions politiques au Sénégal, au Mali et au Niger, combiné à la détérioration de la situation économique, ait poussé les jeunes à faire entendre leur voix en dehors des cadres et espaces politiques et institutionnels officiels.

Le forum se justifie par le fait que, bien que des millions de jeunes aient consacré beaucoup de temps, d'énergie et de ressources pour faire entendre la voix

d'autres jeunes dans les plateformes de prise de décision publique, les résultats de l'analyse de l'économie politique régionale montrent que leurs voix ne sont guère entendues, que leurs préoccupations ne sont généralement pas prises en considération et que leurs propositions politiques sont le plus souvent ignorées. En outre, ils sont souvent perçus par les dirigeants politiques comme manquant de connaissances, d'expérience et de compétence pour avoir une place aux instances de prise de décisions politiques. Ainsi ce forum est l'occasion pour les jeunes (hommes et femmes), y compris les jeunes leaders politiques et membres de la société civile, de faire entendre leur voix et de contribuer ainsi à la formulation et à la mise en œuvre de politiques favorables aux jeunes. C'est également dans ce contexte que l'Institut Gorée et ses partenaires reconnaissent certains des défis auxquels sont confrontés les jeunes et justifient ainsi le besoin de sensibiliser à ces questions et de favoriser une coordination et une collaboration accrues des efforts visant à soutenir la participation des jeunes à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et à la prise de décision politique au Sahel. Pour les différentes institutions partenaires du forum, il s'agit pour les jeunes de s'engager à échanger des opinions sur un sujet qui a un impact direct sur leur bien-être, leurs passions individuelles et leurs aspirations futures. Il s'agit de créer une opportunité de se connecter avec des pairs partageant les mêmes idées et de réfléchir à la manière d'influencer les options politiques vers un objectif commun.

Tels sont le contexte et la justification qui expliquent l'organisation de ce forum régional de dialogue multi-acteurs sur le contour de la participation des jeunes dans la gouvernance politique et la gestion des crises au Sahel comme solution pour une gestion des affaires publiques participative et inclusive.

2. But et objectifs du forum

Ce forum est un prétexte pour Gorée Institute et ses partenaires de **fournir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, d'échange d'expériences et de bonnes pratiques afin d'améliorer leur participation aux processus de paix et politiques dans leurs pays respectifs en Afrique de l'Ouest**. Le forum a également impliqué des experts et des praticiens qui ont partagé leurs pensées, leurs analyses et leurs expériences avec les jeunes sur l'état actuel de l'espace civique et la participation active des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique. Cet objectif général se subdivise en objectifs spécifiques que sont :

- Créer un espace pour un échange intergénérationnel de connaissances, d'enseignements et d'expériences ;
- Donner aux jeunes l'opportunité de partager leurs expériences et les leçons apprises avec des jeunes d'autres pays du Sahel en ce qui concerne les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux sphères politiques et économiques dans leurs pays respectifs, ainsi que la façon dont certains d'entre eux ont réussi à relever ces défis ;
- Permettre aux jeunes d'interagir avec les autorités et les représentants des institutions internationales et sous-régionales, et de tirer des enseignements de leurs expériences ;
- Promouvoir une participation accrue des jeunes aux processus politiques, de paix et de sécurité des pays sahéliens ;
- Renforcer le partenariat entre le Gorée Institut et les autres institutions nationales et internationales.

3. Résultats obtenus

- Le forum a contribué à créer un espace pour un échange intergénérationnel de connaissances, d'expertise et d'expérience ;
- Le forum a permis aux jeunes d'échanger des expériences et des leçons avec d'autres jeunes d'autres pays du Sahel ;
- Les jeunes ont parlé des défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques dans leurs pays respectifs ;
- Les jeunes ont l'occasion d'interagir avec les autorités et les représentants des institutions internationales et sous-régionales et d'apprendre de leurs expériences.
- Les organisateurs ont donné une opportunité de plaider pour une participation accrue des jeunes dans les processus politiques des pays du Sahel

4. Démarche méthodologique

Le forum est ouvert et basé sur une méthodologie participative qui a permis aux propositions concrètes d'émerger et d'être partagées par tous les participants. À cette fin, l'animation se concentre sur les trois types de sessions suivants

- Des discours d'ouverture par des personnalité très influentes des partenaires de mise en œuvre et des autorités étatique du Burkina Faso qui ont fait le point sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel avec des recommandations fortes ;
- Des thèmes portant sur des questions spécifiques au Sahel sont présentés et discutés lors des panels animés par des experts dont des jeunes ;

- Séances de partage d'expériences entre des leaders ou des personnalités influentes et des jeunes.
- Travail en groupe par pays pour identifier les défis liés à la participation des jeunes aux processus politiques et de consolidation de la paix et la formulation de recommandations qui ont fait l'objet d'une déclaration des jeunes.

5. Participation au Forum

Les participants ou bénéficiaires directs de ce forum sont des jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans. Au total, le forum a réuni environ 200 jeunes leaders de 4 pays de la CEDEAO : Le Mali, le Niger, le Sénégal et le Burkina Faso ;

Compte tenu du grand intérêt que suscitent les activités du Gorée Institute et de ses partenaires auprès des jeunes de la sous-région ces dernières années, la participation au forum a fait l'objet d'une sélection rigoureuse. Les participants sont choisis sur

la base de critères tels que l'âge, l'expérience dans les domaines indiqués, la responsabilité, l'appartenance à une organisation ou un réseau, l'engagement civique, etc.

- Membres des OSC ;
- Bénéficiaires du programme GYLA de l'Institut Gorée ;
- Les organisations de jeunesse qui travaillent avec nos partenaires ;
- Conseil de la Jeunesse ;
- Ministères de la Jeunesse ;
- Jeunes des partis politiques ;
- Jeunes acteurs communautaires ;
- Organisations de jeunesse ;
- Représentants d'institutions international



02

Cérémonie d'ouverture



CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture est marquée par la présence des partenaires de mise à œuvre du forum, des partenaires techniques et financiers, des autorités burkinabès et de l'ensemble des parties prenantes dont principalement les jeunes. Cette cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, parrain du forum sous régionale de la jeunesse, en présence du ministre Délégué auprès du ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabès de l'extérieur, chargé de la Coopération Régionale. Les allocutions de la cérémonie d'ouverture ont été prononcées respectivement par :

1. Allocution du ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabès de l'Extérieur, chargé de la Coopération Régionale



Monsieur Karamoko Jean Marie TRAORE
Ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabès de l'Extérieur, chargé de la Coopération Régionale

C'est un plaisir pour moi de prendre part à cet important forum sous régional de la jeunesse et de pouvoir célébrer l'esprit d'engagement de solidarité et d'initiative de la jeunesse

africaine en générale et du Sahel en particulier.

Permettez-moi tout d'abord de remercier le l'Institut Gorée et l'ensemble de ces partenaires, initiateurs de ce forum et fédérateur de la jeunesse de notre sous-région.

Mes premiers mots s'adressent ensuite à vous les jeunes ici présents, recevez mes plus chaleureuse salutations et mes sincères félicitations pour votre sélection parmi des millions d'autres jeunes pour prendre part à ce forum sous régional qui s'inscrit dans l'effort institutionnel de l'Institut Gorée, visant à créer un cadre permettant aux jeunes de discuter et de réfléchir sur les défis en matière de consolidation de la paix et de processus politique afin de se positionner comme partenaires stratégiques et d'influencer les politiques des États du Sahel notamment le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Il y a de véritables défis auxquels la jeunesse doit faire face pour « **Mieux positionner les jeunes dans les politiques de gouvernance et la prévention des crises au Sahel** ».

Sur le défi lié à la consolidation de la paix, seize pays d'Afrique sont actuellement plongés dans des conflits armés majeurs tandis que d'autres font face à diverses formes de violence et d'instabilité politique qui sapent le tissu social des sociétés africaines. Ces conflits entravent le développement et la croissance économique, et exercent une pression supplémentaire sur la capacité de la jeunesse à obtenir des emplois et à s'épanouir convenablement dans un environnement où toutes les conditions sont réunies pour son bien-être. Malgré cette panoplie d'obstacles qui se dressent devant elle, la jeunesse africaine est impliquée dans une variété d'activités visant à résoudre ces conflits et à renforcer la cohésion sociale. Ces efforts ont exploité le talent et la créativité de la jeunesse africaine, et les ont canalisés afin de reconstruire les liens sociaux, d'encourager le dialogue et de faciliter l'apaisement et la réconciliation.

Ensuite, sur la question de la Gouvernance, l'incapacité de nombreux gouvernements africains à accomplir et fournir des services à leurs citoyens a contribué de manière significative à la montée des tensions entre une jeunesse réformatrice et une génération plus âgée d'acteurs politiques, qui exercent le pouvoir à travers des politiques d'exclusion. Cela se reflète dans le modèle de corruption qui a frappé de nombreux gouvernements africains.

Chers jeunes, il faut reconnaître que vos efforts sont à saluer car malgré les énormes défis auxquels le continent est confronté, les jeunes de l'Afrique, notamment du Sahel, trouvent des moyens pour contribuer de manière constructive à la gouvernance de leurs pays. Grâce à ces initiatives, non seulement les jeunes apprennent et renforcent leurs capacités, mais ils améliorent efficacement les choses pour eux-mêmes et leurs communautés.

Mesdames et messieurs, la créativité et la diversité des initiatives dans lesquelles les jeunes Africains se sont engagés pour promouvoir la consolidation de la paix et la bonne gouvernance démontrent la capacité de la jeunesse à innover et à résoudre les problèmes. Malgré l'exclusion générale des jeunes dans la prise de décision, il leur reste d'autres possibilités pour faire entendre leur voix et pour guider le changement. Ces possibilités peuvent conduire à un engagement significatif qui contribue à l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité, même lorsqu'une situation peut sembler désespérée.

Les défis liés aux barrières culturelles font partie des facteurs bloquant qui empêchent la participation active des jeunes, en particulier des jeunes femmes, à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et à la prise de décision. Malgré l'engagement de ces groupes civiques dans le processus de changement au Sahel, on peut convenir que la participation des jeunes et leur implication sont plus ou moins limités et ils sont sous représentés dans les instances de prise de décisions. Nous avons également observé un manque de synergie et une mauvaise

coordination dans la mise en œuvre des politiques de consolidation de la paix et de prévention des conflits mais aussi et surtout les processus politique impliquant les jeunes, ce qui entraîne souvent une mauvaise planification et une duplication des efforts.

Aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest, les jeunes de 18 à 35 ans constituent une force positive, ayant un rôle incontestable à jouer dans la promotion de la paix et de la non-violence; dans des initiatives en faveur de la cohésion sociale et le développement durable. Lorsque l'on reconnaît l'importance de ce rôle de la jeunesse, et que l'on parvient à mettre les jeunes dans des conditions d'exploiter pleinement leurs potentiels au profit de leur communauté, on a de meilleures chances de voir se réaliser le rêve d'une sous-région ouest-africaine pacifique, stable et prospère.

Il faut le reconnaître, confrontés au taux chômage impressionnant des jeunes, et au mécontentement généralisé face aux performances de leurs gouvernements, les jeunes Africains sont de plus en plus inquiets. Cette agitation se manifeste sous la forme de tensions croissantes entre un leadership politique autocratique et fondé sur un clientélisme enraciné et une cohorte croissante, de plus en plus éduquée et connectée, de jeunes exigeant des réformes et une plus grande ouverture politique. En bref, des visions radicalement différentes de l'avenir de l'Afrique se forment.

Si rien n'est fait, les jeunes désespéreront et les conditions se détérioreront davantage, ce qui peut conduire à davantage d'instabilité et de conflit. Pourtant, la plupart des jeunes Africains n'ont pas choisi la voie de la violence. Beaucoup ont mené des manifestations dont un nombre record a été observé à travers l'Afrique ces dernières années. Cela soulève la question de savoir comment les jeunes peuvent s'engager de manière significative et constructive dans leur pays, en poussant à des réformes et à une sécurité améliorée.

Toutes ces questions seront abordées durant ces deux jours par des paneliste formés principalement de jeunes, car les jeunes doivent être impliqués dans les forums de jeunesse, non pas en tant qu'observateurs et participants mais en tant qu'acteurs, d'ailleurs qui est mieux placé que les jeunes eux même pour discuter des questions de jeunesse?

Heureusement que l'institut Gorée et ses partenaires semble trouver une réponse à cette interrogation en initiant le programme Power of Dialogue (POD) qui est conçu pour promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, participatif et représentatif à tous les niveaux. C'est ainsi que l'institut donne la parole à la jeunesse et recueille leurs contributions face aux crises politiques et sécuritaires émergentes et aux défis liés à la gouvernance au Sahel.

Je ne pourrai finir sans remercier encore une fois l'ensemble des organisateurs de ce forum, je veux citer l'institut Gorée et ses partenaires dont le ministère de la jeunesse qui en est le parrain et l'ALT, qui ont fait honneur au pays des hommes intègres en accueillant la troisième édition du forum sous régional de la jeunesse. Nous osons espérer qu'avec les 200 jeunes ici présents dont le plus part sont du Burkina Faso, cette édition sera à la hauteur des deux précédentes.

Mesdames et Messieurs, honorables invités faisons ensemble le pari vers un avenir meilleur pour le Sahel, pour la génération présente et à venir, en nous mobilisant pour traduire cette noble ambition en réalité.

Sur cette note d'espoir je vous souhaite à toutes et à tous un très bon forum et je vous remercie pour votre attention.

Monsieur Karamoko Jean Marie TRAORE
Ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabès de l'Extérieur, chargé de la Coopération Régionale

2. Allocution du Directeur Exécutif de Gorée Institut



Monsieur Doudou Dia
Directeur Exécutif de l'Institut Gorée

Permettez-moi de remercier très vivement les autorités du Burkina Faso plus particulièrement le Président de l'Assemblée Législative de la Transition, le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Emploi, le Ministère des Affaires étrangères pour leur onction et soutien à l'organisation de ce Forum Régional des Jeunes.

Je salue la présence de Madame l'Ambassadrice du Royaume des Pays Bas, je voudrais lui exprimer ma gratitude au nom du Gorée Institute pour l'accompagnement du Ministère des Affaires étrangères de son Pays dans la mise en œuvre de nos programmes notamment le Power of Dialogue.

Je salue la présence des directeurs des institutions partenaires au Forum notamment Diakonia et NIMD.

Le Gorée Institute souhaite vous remercier tous d'être venus pour partager avec nous vos expériences.

Ce Forum régional des Jeunes sur le thème : Mieux positionner les jeunes dans la gouvernance et les crises au Sahel vient à point nommé.

Nous vivons dans un monde de turbulences

où la meilleure façon de dominer et d'avancer, c'est de semer le désespoir, la méfiance et l'humiliation. Nous travaillons dans un vide idéologique qui tend à liquéfier notre conscience historique. Que signifie aujourd'hui des termes comme démocratie, justice et État de droit pour nos jeunes générations ici présentes dans cette salle ?

Décennie pleine de turbulences en Afrique de l'Ouest.

Actualité globalement dominée par des tensions socio-politiques, des contestations électorales, des manifestations qui débouchent sur des épisodes de violence, etc., autant d'événements affectant la stabilité démocratique et la paix dans la sous-région.

La violence terroriste vient ainsi s'ajouter aux facteurs de fragilisation socio-politiques telles que la violence électorale, l'incapacité des États à répondre de manière efficace aux aspirations des populations, les crises sociales, les crises environnementales, les crises sanitaires, etc.

Le contexte de la pandémie de la COVID-19 est venu aggraver les multiples chocs auxquels sont confrontés les jeunes en Afrique actuellement au Sahel.

Leur caractère inédit, la singularité des modes d'action et de rayonnement, la portée des revendications des jeunes au cours de ces dix dernières années dans le Sahel ont attiré les projecteurs médiatiques au niveau national et international. C'est que ces jeunes méritent plus d'écoute et méritent plus de cadre d'expression et de compréhension de la part de nos élites.

Que ce soit au Sénégal, au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Niger ou ailleurs les jeunes ont démontré qu'ils peuvent être une force de dénonciation comme une force d'annonce politique. etc. : Émergence de mouvements devenus des forces incontournables dans les épisodes de mobilisation socio-politique, à l'occasion de contestations politico-électorales, de manifestations de rue pour dénoncer des dérives politiques et pour réclamer plus de respect des règles du jeu

démocratique, une réponse aux problèmes sociaux ou pour revendiquer des espaces socio-politiques apaisés qui passe notamment par une farouche lutte contre les modifications constitutionnelles à des fins partisans prouvent à suffisance leur engagement comme bâtisseurs de paix et d'acteurs de la stabilité démocratique.

Même si l'on sait que les discours médiatiques, les représentations populaires et les clichés sur les jeunes tendent à les associer systématiquement à la contestation, à la violence et à la terreur.

Mesdames, Messieurs, chers invités, la jeunesse n'est pas que violence.

Il est important de mettre en exergue les multiples rôles de la jeunesse comme un groupe social dont l'énergie, la créativité, l'enthousiasme, l'esprit d'initiative, les capacités de débrouille et l'inventivité peuvent être de précieux atouts pour la stabilité démocratique et la préservation de la paix mais également dans le combat pour le développement.

La manière dont les jeunes s'investissent dans la stabilité démocratique et la préservation de la paix sont tributaires de leur histoire nationale, de la situation socio-politique qui prévaut dans leur pays, du degré de liberté politique et démocratique mais également de la structuration du champ politique, du degré d'efficacité des réponses institutionnelles, de l'état des forces sociales, etc.

Nos États doivent prendre suffisamment de mesures pour soutenir davantage les jeunes et c'est à vous jeunes de porter ce plaidoyer pour un meilleur positionnement dans la gouvernance et la prévention des crises. La collaboration est plus que nécessaire et impérieuse entre les autorités et les jeunes pour renforcer la bonne gouvernance, la démocratie, et le développement, ainsi que la contribution des jeunes dans la construction d'un écosystème d'innovation est plus qu'une nécessité mais un impératif. N'oublions pas que plus de 60% de la population de nos pays est constitué de jeunes et de femmes !

Les jeunes qu'ils s'engagent dans des mouvements citoyens, les associations, les organisations de la société civile, auprès de l'État, ils cherchent à exercer des formes alternatives de participation socio-politique contribuent à la vivification de la démocratie par une posture de « sentinelles démocratiques » mais aussi de « sentinelles de la paix » notamment lors des élections.

Les jeunes s'engagent dans des actions visant à prévenir l'éclatement de la violence en développant des initiatives pour instaurer une culture de la paix à travers des méthodes telles que les débats, les dialogues pour la paix, les dialogues religieux, l'éducation à la citoyenneté, le théâtre pédagogique et des sketches à la radio ou à la télévision, des événements sportifs, des festivals de musique, des campagnes de sensibilisation, des campagnes sur les médias sociaux, etc.

Les jeunes cherchent ainsi à travers ces formes de participation à être des vecteurs de la paix, des catalyseurs du dialogue politique et des soldats de la paix. Les mouvements citoyens, souvent grâce à l'appui d'organisations vouées à la promotion de la paix cherchent ainsi à jouer à se mettre au service de la paix et à développer des initiatives de mobilisation populaire.

Les jeunes s'engagent dans des actions visant à prévenir l'éclatement de la violence en développant des initiatives pour instaurer une culture de la paix à travers des méthodes telles que les débats etc.

Les jeunes cherchent ainsi à travers ces formes de participation à être des propulseurs du développement.

C'est dire qu'à la place de la peur, de l'humiliation, nous devons comprendre que nous avons une jeunesse résiliente et qui ne désespère pas mais qui incarne l'espoir. Les jeunes sont à l'avant-garde en matière de contestation socio-politique et de génération de la violence, mais ils jouent un rôle de premier plan dans la stabilité démocratique et dans la pacification de l'espace politique ainsi que la réalisation de conquêtes démocratiques.

Ce Forum est un espace d'échange, de dialogue avec les jeunes et entre les jeunes pour un plaidoyer fort à leur implication effective dans les processus politiques en d'autres termes mieux les positionner dans la gouvernance et les crises au Sahel.

Renforcer le rôle des jeunes dans la stabilité démocratique et la préservation de la paix passe par la reconnaissance de leur rôle comme vecteur d'engagement socio-politique des jeunes comme mode alternatif d'affirmation politique chez les jeunes devant la perte de crédibilité de nos élites et le déficit de représentation politique des jeunes souvent exclus des cercles de décision.

Les événements qui se déroulent dans nos Etats et dans l'espace CEDEAO démontrent à suffisance que la jeunesse africaine est entrain de poser les germes d'une transformation socio-politique de plus grande ampleur. A nos élites de les comprendre et décortiquer le véritable message des jeunes !

Nous devons proposer Mesdames et Messieurs des valeurs auxquelles nous pouvons nous associer et qui peuvent constituer un horizon d'aspiration pour encourager les citoyens (surtout les jeunes et les femmes) de s'engager à retrouver un rêve de libération. Pour cela, il faut préparer le citoyen à l'éducation qui conduit à la maturité.

Ces valeurs – ces besoins de vouloir imaginer ou réimaginer l'Afrique autrement – ne peuvent prendre corps que dans la mesure où ils sont informés par la recherche et l'analyse en profondeur des problèmes qui semblent inhérents à notre existence et nos cultures. Il y a un besoin impérieux d'aboutir à un nouveau contrat social entre les dirigeants politiques et les citoyens particulièrement les jeunes.

Mes chers jeunes frères et sœurs, certes vous êtes gavés de connexion (ne soyez pas les prisonniers de la virtualité) qui vous poussent souvent à consommer distraction, fermeture et solitude qui vous fait perdre le goût de la socialisation, le goût de résultats

rapide, du fast Track, qui vous oppriment dans l'impatience et l'anxiété. Cultivez autour de vous l'éducation civique, l'éducation à la citoyenneté, l'engagement communautaire qui mène à la maturité. N'oublions pas que notre première vocation de citoyens de nos pays respectifs et d'Afrique est celui de bâtisseurs d'un nouveau lien social.

Le Gorée Institute, en tant qu'institution panafricain œuvrant à l'émergence de sociétés africaines paisible et autosuffisante croit fondamentalement que l'Afrique doit être le protagoniste de son propre devenir et pour cela nous devons éviter la mentalité de la dépendance et de la coercition, donc ouvrons pour une Afrique prospère et paisible.

Notre positionnement est d'engager avec les jeunes et les femmes un plaidoyer massif et rigoureux pour la stabilité démocratique et la paix cela nécessite courage et persévérance pour des États démocratiques et efficaces, des citoyens ouverts et informés, une société civile engagée et indépendante, un secteur privé fort et transparent. En d'autres termes galvaniser la détermination de nos peuples dans la lutte pour la consolidation de la démocratie, de la bonne gouvernance, de l'État de droit en impliquant la jeunesse et les femmes. C'est un travail de longue durée que nous faisons à travers la réflexion, la recherche, le renforcement des capacités et la

facilitation du dialogue dans un esprit de partenariat collaboratif.

Mesdames et messieurs,

Il ne me reste plus qu'à renouveler mes remerciements aux autorités de la Transition, au Gouvernement du Royaume des Pays Bas, aux partenaires notamment Diakonia, NIMD, AJEA et tous les partenaires de Gorée Institute et souhaiter à travers les panels de discussion et recommandations utiles et concrètes de la part de vous jeunes pour mieux vous positionner dans la gouvernance et la prévention des crises au Sahel.

« La vie n'est pas un temps qui s'écoule mais un temps de rencontre » donc faisons de ces deux jours de rencontre agréable et productive.

Monsieur le ministre travaillons pour une Afrique prospère, une Afrique digne qui puisse faire que ces jeunes soit écouter. Regardez ces jeunes non pas comme une force de lamentation et de contestation mais comme une force de proposition, d'innovation sociale, un changement social et ça c'est un impératif.

Je vous remercie de toute votre attention.

Monsieur Doudou DIA
Directeur Exécutif de l'Institut Gorée



3. Résumé de l'allocution du Directeur pays de NIMD



Le directeur pays de NIMD exprime sa gratitude à l'Institut Gorée pour son association au Forum de la jeunesse, qui est un forum majeur pour la jeunesse et une occasion d'échanges, multi-acteurs. Le NIMD et l'Institut Gorée travaillent ensemble depuis un certain temps, notamment dans le cadre du programme POD visant à renforcer le processus de démocratie dans le pays. Le NIMD, fondé en 2000, est relativement jeune au Sahel, particulièrement au Burkina Faso, et c'est un plaisir de travailler avec différents partenaires, notamment l'Institut Gorée. Il remercie également le Royaume des Pays-Bas à travers son ministère des Affaires étrangères et son ambassade au Burkina Faso pour son accompagnement. Monsieur Yaranangoré encourage les jeunes à utiliser le forum pour apprendre, comprendre et créer des liens. Il remercie par ailleurs les jeunes qui les accompagnent, une vingtaine, qui sont à la tâche au quotidien en participant à la construction de la paix et à la consolidation de la démocratie dans un contexte assez difficile.

Monsieur Cheickna Yaranangoré
Directeur pays de NIMD

4. Résumé de l'allocution de la Directrice pays de DIAKONIA



Diakonia s'est associé à l'Institut de Gorée pour organiser le troisième forum régional pour les jeunes, dans le but de créer un cadre de discussion et de réflexion sur les défis de la paix et des processus politiques. Le forum vise à positionner les jeunes en tant que partenaires stratégiques et à influencer les politiques dans les États du Sahel comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. Le forum se concentre sur deux défis majeurs auxquels sont confrontés les jeunes en Afrique : la participation politique et l'inclusion dans les processus de paix et la résolution des conflits. La Charte africaine de la jeunesse définit les jeunes comme des individus âgés de 15 à 35 ans, mais beaucoup sont confrontés à des obstacles juridiques et économiques limitant leur pleine participation à la vie politique et aux processus décisionnels. Les résolutions du Conseil des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité de 2015 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine visent à renforcer la voix des jeunes sur les questions de sécurité. Les discussions sur une approche plus inclusive devraient se concentrer sur les expériences et les perspectives que les jeunes eux-mêmes apportent à la table.

Madame Nadine KONE
Directrice pays de DIAKONIA

5. Résumé de l'allocution du Représentant du Président du Conseil National de la jeunesse



Gorée Institut présente une initiative visant à positionner les jeunes dans la gouvernance politique et la prévention des crises dans la région du Sahel. L'initiative vise à encourager et à soutenir les jeunes dans le processus de réflexion et à les positionner au centre du développement. La région du Sahel est confrontée à une crise indescriptible, et la jeunesse est au cœur de cette situation. Le forum permet aux jeunes de proposer des solutions et des recommandations aux dirigeants, dans le but de rétablir la stabilité dans le pays et la région. Mention spéciale à la jeunesse du Sahel malgré le blocus de la terre étroite qui n'a ménagé aucun effort pour se retrouver ici aujourd'hui. Cela témoigne l'importance que cette jeunesse accorde à ce forum. Au-delà de la jeunesse du Sahel et de toute la jeunesse du Burkina-Faso et bien sûr celle de l'Afrique ici présente qui apporte un intérêt particulier à ce cadre.

Monsieur ZAMPALIGRE Faycal
Représentant du Président du Conseil
National de la jeunesse

6. Résumé de l'allocution du représentant du ministre de la jeunesse des sports et de l'emploi



Le ministre de la Coopération régionale, Frantz Fanon, a exprimé sa gratitude au Gorée Institute pour l'organisation d'un forum pour les jeunes du Mali, du Niger, du Sénégal et du Burkina Faso. Le forum est une belle occasion pour les jeunes de la région de partager leurs expériences et de contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. L'Institut Gorée a choisi d'apporter quelque chose au Burkina Faso et au continent africain, et le ministre de la Jeunesse et des Sports, Frantz Fanon, a exhorté les jeunes à croire en leurs capacités et à travailler ensemble pour remplir leur mission. Le forum sera l'occasion pour les jeunes d'échanger, d'apprendre et de confronter leurs opinions sur la jeunesse et le développement durable. Le représentant ministre conclut en souhaitant le succès du forum et la promotion de la jeunesse et de l'intégration régionale.

Monsieur ZIDA Abdoul Razak
Représentant du ministre de la jeunesse des
sports et de l'emploi



03

Panels



PANELS

1. Panel 1 : Défis sécuritaires et dynamiques politiques au Sahel : Intérêts et attentes des jeunes

Présentation



Le terrain conflictuel du Sahel limite les dynamiques politiques surtout la participation des jeunes dans le champ politique. Les jeunes font face à une mise à distance de la politique conventionnelle, ainsi la crise de confiance dans l'Etat et ses représentants s'est accrue. Ils se sentent gouvernés par une élite âgée, qui laisse peu de place à la reconnaissance de leurs besoins et de leurs aspirations. Au-delà du manque de représentation politique, le sentiment de ne pas être correctement administré par des institutions ayant instauré la corruption comme pratique normative alimente un vif sentiment d'exclusion et la défiance des jeunes envers l'Etat. En outre, ils s'investissent faiblement en politique par des moyens conventionnels : vote, adhésion à un parti. Les multiples canaux d'expression alternatifs existants, qui constituent autant de « Soupapes » (vie associative, médias, mouvements politiques tels que « Balais citoyens » au Burkina-Faso, « Y'en a marre » au Sénégal) apparaissent largement réservés aux jeunes citadins. Du point de vue formel, il existe certains obstacles dans les textes nationaux notamment la constitution et le code électoral en particulier s'agissant de l'âge légal minimum d'éligibilité à toutes les élections. En effet, la quasi-totalité des lois africaines fixe l'âge d'éligibilité aux élections présidentielles à 35 ans. A ce titre, les

différentes interventions de la part des panélistes que sont **Daniel Kéré** Expert en paix et sécurité ; **Mamadou Konaté** Save the children International ; **Cheikhna Yaranangore** Directeur pays NIMD ; **Cre Nana Alice** Cendre d'Etudes Stratégiques portent essentiellement d'abord sur le contexte instable du Sahel, ensuite sur les

défis auxquelles font face le Sahel et enfin ils ont formulé des recommandations.

Contexte du Sahel

Les panélistes ont mis l'accent sur le contexte politique et sécuritaire du Sahel. Un contexte où règne des facteurs déstabilisateurs tels que : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; les sécheresses et les famines ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective pour une nombreuse jeunesse désœuvrée. A cela s'ajoute la forte croissance démographique ; la montée en puissance des trafics en tous genre, notamment du trafic de drogue ; la prolifération d'armes légères alimentant les conflits, le terrorisme, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tension afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares).

Défis

- La faible représentativité des jeunes dans les instances de décisions ;
- L'hétérogénéisation des associations de la

jeunesse qui limite sa participation sur la scène politique ;

- La non-adaptabilité de la démocratie aux réalités socio-culturelles africaines ;
- Les désaccords des acteurs politiques sur les fichiers électoraux ;
- La non-effectivité des textes qui consacrent la participation des jeunes aux processus de paix ;
- La fragilisation du vivre ensemble occasionnant des tensions communautaires ;
- Le manque de confiance des gouvernants vis-à-vis des gouvernés ;
- L'existence de barrières juridiques limitant la présence des jeunes dans les instances de décisions ;

Points de discussions

La participation des jeunes est souvent freinée par des textes juridiques qui imposent des limites d'âge aux électeurs et aux candidats potentiels. Dans les pays du Sahel, il faut être âgé de vingt-cinq ans pour pouvoir se présenter aux élections parlementaires et de trente-cinq ans pour les élections présidentielles. De plus, à la différence des femmes qui peuvent bénéficier de systèmes de quotas ou de parité, les jeunes ne jouissent pas d'une politique de discrimination positive visant à améliorer leur participation. Outre les obstacles juridiques, des facteurs sociaux et économiques contribuent aussi à entraver la participation des jeunes dans la sphère politique et les initiatives de consolidation de la paix.

Le comportement des jeunes face aux dynamiques géopolitiques. Le comportement de ces jeunes doit reposer sur deux questions principales : quelles sont les valeurs fondamentales qui caractérisent nos nations ? Quels sont les intérêts de nos pays ? Les jeunes doivent aussi avoir des compétences d'identifier la stratification des intérêts de leur pays. Par exemple, au Burkina Faso, les intérêts sont stratifiés d'abord en intérêts

vitaux, ensuite intérêts périphériques et enfin en intérêts stratégiques. Ces intérêts ne sont pas figés donc les jeunes doivent s'informer en permanence et avoir des compétences pour être dans les structures de prises de décisions afin de pouvoir défendre leurs intérêts.

Les jeunes pour se faire entendre doivent penser à un changement de stratégie. Ils doivent être une force de proposition et des monstres scientifiques. Les jeunes qui aspirent à entrer dans le champ politique doivent être prêts politiquement, intellectuellement et mystiquement afin de percer en politique et de faire entendre leur voix.

Pensée à une démocratie africaine, une démocratie qui épouse les réalités socio-culturelles africaines. Une démocratie africaine ne signifie pas délaissier tout ce qu'il y'a dans la démocratie « moderne », mais une démocratie qui prends en compte les réalités africaines tout en conservant les principes de la démocratie. Ces principes incluent la participation des citoyens, l'égalité, la liberté d'expression, l'Etat de droit, la responsabilité, la transparence.

Recommandations

- *Soutenir les initiatives des jeunes pour la consolidation de la paix. Il est nécessaire de fournir un soutien adéquat aux initiatives des jeunes impliqués à tous les niveaux de gestion et leurs propositions doivent être encouragés à se former et à atteindre l'excellence ;*
- *Promouvoir la formation et l'excellence : les jeunes doivent être encouragés à se former et à atteindre l'excellence.*
- *Impliquer les jeunes dans la prise de décisions : les jeunes doivent être impliqués à tous les niveaux de gestion et leurs propositions doivent être prises en compte;*
- *Créer des connexions entre les jeunes pour favoriser la collaboration et l'échange d'idées ;*
- *Encourager la participation des jeunes aux*

décisions qui les concernent ;

- Favoriser une réflexion profonde sur les crises actuelles et les moyens de les résoudre.
- Elaborer un plan d'action pour la mise en place de la résolution 2250 ;
- Promouvoir l'égalité des jeunes ;

Enseignements

- Renforcement de capacités des jeunes notamment investir dans le capital humain ;
- Enter en contact directe avec les jeunes pour leur montrer leur importance dans les décisions publiques ;
- Avec l'organisation de rencontres nationales et régionales mettre sur la table les causes des conflits intra étatique et inter étatique pour trouver des solutions afin de les neutraliser ;
- Pour une promotion de la formation et de l'excellence en faveur des jeunes, il faut :
- Un accès à une éducation de qualité : il est crucial de garantir que tous les jeunes aient accès à une éducation qui leur offre

non seulement des compétences techniques et professionnelles, mais aussi des compétences fondamentales pour participer aux grands débats publics ;

- Une Inclusion et équité : surmonter les obstacles qui empêchent certains jeunes d'accéder à l'éducation. Les filles, en particulier, sont souvent marginalisées et déscolarisées en raison de leur sexe. Des mesures doivent être prises pour rendre les systèmes éducatifs plus inclusifs et accessibles.
- Un Soutien aux jeunes vulnérables : les jeunes issus de milieux défavorisés, touchés par des conflits ou des situations d'urgence, doivent bénéficier de programmes actifs du marché du travail. Cela leur permettra de développer leurs compétences et de trouver des opportunités d'emploi.
- Une Valorisation de l'enseignement qualifiant : l'enseignement qualifiant, axé sur l'apprentissage concret des métiers, doit être renforcé. Il offre aux élèves des compétences pratiques et les connecte au monde du travail.



2. Panel 2 : Transitions politiques et défis démocratiques : faire entendre la voix des jeunes

Présentation



Les transitions politiques, des phénomènes récurrents en Afrique et plus particulièrement au Sahel méritent d'être analysés en prenant en compte les perceptions des jeunes, qui à l'origine, étaient aux avant-postes des luttes pour la démocratie et qu'on retrouve, aujourd'hui en première ligne pour acclamer l'arrivée des militaires au pouvoir. Ce changement de camp s'explique par des défis démocratiques causés par les hommes qui donnent vie aux institutions. Trois questions centrales qui se posent avec acuité ont fait l'objet d'une profonde et sérieuse réflexion au cours de ce panel : que s'est-il réellement passé pour que s'impose cette nouvelle dynamique que l'on note aussi bien au Mali, au Burkina et au Niger ? En est-il arrivé à une panne du modèle démocratique qui n'aurait tenu ni la promesse du développement ni celle de la sécurité et encore moins celle d'un plein épanouissement d'une jeunesse en pleine « quête de sens et de chance » ? Comment faire entendre la voix des jeunes ? C'est dans ce contexte que les panélistes, **Dr Sango Abdou Karim** juriste, enseignant-chercheur ; **Aimé Désiré Yerbanga** chargé de programme à Diakonia et **Samerou Diallo** Démocratie 101 sont revenus sur un certain nombre de points que sont :

D'une part sur les missions de la transition. Selon les panélistes ces missions doivent être respectées conformément l'article 2 de la Charte de la Transition du Burkina Faso. Ces

missions sont entre autres : lutter contre la corruption; d'engager des réformes politiques, administratives et institutionnelles ; réformer la culture démocratique et consolidation l'Etat de droit ; organiser des élections libres, inclusives et

transparentes, etc. Donc, au-delà de ces missions, la transition sort de son cadre de compétence. Dans ce même sillage, le problème des acteurs politiques et administratifs a été soulevé. En effet, la défiance des institutions en Afrique et plus particulièrement du Sahel est liée aux actions de ces acteurs. Tous les défis démocratiques des pays du Sahel sont le résultat d'une mauvaise gouvernance en permanence et d'une élite politique incapable de remplir ses devoirs. Cela entraîne de plus en plus un manque de confiance des gouvernés à l'endroit des gouvernants.

D'autre part, une autre idée développée concerne l'importance pour les jeunes de s'affirmer et de revendiquer la tenue d'élections lorsque la transition tire à sa fin afin de rétablir un gouvernement civil. Les jeunes doivent avoir le courage de dire non à la permanence des transitions et rappeler aux autorités de la transition les promesses tenues et écrites dans la charte de transition. La jeunesse dans ce cadre doit avoir une force positive pour le changement politique et transformateur. Un changement qui se fera dans le respect des règles démocratiques.

Défis soulevés

- L'existence de tensions religieuses et ethniques ;
- La faiblesse des institutions ;

- La faiblesse de l'administration locale ;
- Le mal gouvernance ;

Points de discussions

Le silence des intellectuels face à la situation des pays du Sahel. Dans le contexte actuel de certains des pays du Sahel comme au Mali, au Niger et au Burkina, il est important que les intellectuels prennent position et s'expriment, car ils ont une voix importante dans la société et peuvent aider pour un retour des gouvernements civils en sensibilisant les autorités de transition à organiser le plus rapidement possible des élections.

En politique, les jeunes n'ont pas besoin de formation mais d'un fort leadership pour exercer sur le champ politique. Au lieu d'utiliser la force de l'argument, les jeunes doivent utiliser l'argument de force. Ils doivent avoir un argumentaire solide pour défendre leur position. Position qui va favoriser la prise en compte de leurs revendications et l'intégration de celles de leurs pairs qui n'ont pas la chance de participer aux rencontres et d'avoir accès à l'information.

La transparence dans l'organisation des élections au Burkina et au Niger nécessite la mise en place d'une commission électorale indépendante et autonome qui veillera à la régularité des scrutins et à la représentation équitable de tous les citoyens. La nature indépendante et autonome de cette commission garantira inéluctablement la tenue d'élections respectant la démocratie et les bases juridiques du pays.

Recommandations

- *Reformer la démocratie en passant par les institutions ;*
- *Travailler sur la restauration de la confiance envers les gouvernants et les institutions ;*
- *Respecter les textes nationaux ; régionaux et internationaux ;*
- *Mettre en place des assises nationales pour prendre en compte les problèmes économiques liés au secteur économique et sécuritaire ;*
- *Créer de réseaux fédérateurs pour les jeunes ;*
- *Mettre en place un système efficace de lutte contre la corruption ;*
- *Mettre en œuvre les accords d'Alger ;*
- *Plaider pour l'adoption d'un code quota pour les jeunes dans les instances de décisions ;*
- *Mettre en place des stratégies holistiques qui rejettent des fractures générationnelles.*

Enseignements

- Renforcement des capacités des femmes à travers des ateliers de formation ;
- Enseignement d'une gouvernance juste et du respect des principes de la démocratie pour les gouvernants ;
- Organisation de sessions de formation pour les membres des gouvernements pour une connaissance plus large des textes nationaux, régionaux et internationaux et listé de mesures contraignantes en cas de violation de ces textes ;
- Réformer les institutions par :
 - Démocratie directe et participative : explorer des mécanismes tels que les référendums ou les assemblées citoyennes pour permettre aux citoyens de participer activement aux décisions politiques.
 - Rotation des charges politiques : limiter les mandats successifs pour éviter l'enracinement excessif des élus au pouvoir.
 - Repenser la professionnalisation politique : questionner la nécessité et les avantages de la professionnalisation de l'activité

- politique. Peut-être que des représentants plus proches des citoyens seraient plus efficaces.
- Formation et éducation civique : investir dans la formation des citoyens pour une compréhension plus large des enjeux politiques.
- Délibération publique : organiser des journées de délibération où les citoyens peuvent discuter ouvertement des questions politiques.
- Organisation des rencontres régionales et sous régionales permettant aux jeunes d'échanger et de travailler en synergie ;
- Sensibilisations aux niveaux locale et nationale surtout auprès des personnes âgées, pour leur faire intégrer l'absence du droit d'ainesse dans la gestion des affaires publiques.



3. Panel 3 : Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour une refondation de la démocratie

Présentation

Crises politiques et institutionnelles peuvent être perçus comme des situations de défiance



de la population envers le régime politique ou le gouvernement ou simplement entre diverses institutions politiques ou lorsque des désaccords apparaissent entre divers partis politiques au sein d'une coalition dans un gouvernement minoritaire ou de coalition. Elles peuvent parfois faire suite à un scandale, seulement l'indignation de l'opinion publique entraînant ainsi des grèves, des manifestations, des mouvements sociaux, des émeutes ou plus grave, une révolte. Faire des jeunes le levier de ces crises devient une nécessité pour parvenir à une situation politique beaucoup plus stable conforme à la démocratie. C'est ainsi que ce panel a permis de saisir le débat autour de ces crises et de voir comment écouter les jeunes pour refonder la démocratie. De ce fait, les panélistes qui sont **Dr Rayedé Thomas Ouédraogo** du Centre pour la Gouvernance Démocratique ; **Mamadou Sansi Ba** du Réseau des Jeunes Leaders des Partis Politiques au Sahel ; **Atiana Serge Oulou** Journaliste écrivain, ont mis de curseur sur les points suivants :

Idées développées

Trois questions ont été posées :

1. La sécurité et l'administration démocratique font-elles bon ménage ?
2. Faut-il espérer la démocratie dans un contexte d'instabilité ?
3. Quelles réponses des jeunes pour l'avènement d'une démocratie acceptée et assumée ?

De plus en plus, il est noté une

démocratisation de la violence, l'Etat ne dispose plus du monopole de la violence physique légitime reconnu par Max Weber. Au Sahel dans la plupart des pays, l'Etat partage cette attribution avec les groupes terroristes qui occupent une partie du territoire. Que ça soit au Mali, au Niger ou au Burkina « l'expansion » terroriste prend de plus en plus de l'ampleur, ce qui dépossède l'Etat d'une partie de son territoire par ricochet d'exercer seul la violence physique.

Dans les pays africains, la plupart des investissements sont issus d'un financement extérieur et sont de ce fait, en bonne partie déterminés par les conditions prévalant sur les marchés monétaires et les capitaux extérieurs. Il est alors noté une fragilisation économique des pays d'Afrique et leur dépendance aux financements extérieures.

Trois étapes sont nécessaires pour entendre la voix des jeunes dans les crises politiques et institutionnelles :

1. Une prise de conscience collective : savoir qui nous sommes, où nous en sommes et où voudrions-nous aller,
2. Une prise au sérieux de la question de la formation qui va au-delà de l'aspect pédagogique et académique ;

3. Un engagement des jeunes sur le plan politique, économique, culturel etc.

Trois conditions ont aussi été mises en avant pour espérer un retour à l'administration démocratique (au Mali, au Niger et au Burkina Faso) :

1. **Faire entendre la voix des jeunes dans toutes les sphères pour nourrir le débat politique par tous les moyens légaux possibles ;**
2. **S'organiser avec détermination et avoir des stratégies offensives ;**
3. **Avoir des compétences pour participer aux débats,**

Points de discussions

La prise en compte de la voix des personnes qui n'ont pas la chance de participer à des rencontres sur les thèmes qui les concernent comme ce forum des jeunes. Il est important de se rappeler que cette partie de la société a des connaissances et des expériences précieuses à partager, et que leur inclusion dans les débats publics est préjudiciable à la démocratie et à la société dans son ensemble.

Promouvoir des quotas pour les jeunes dans tous les Etats d'Afrique. Ce système va favoriser une participation plus accrue des jeunes dans les sphères de prises de décisions. Les quotas vont booster la participation des jeunes et réciproquement, le fait que les jeunes soient représentés au Parlement peut accroître le niveau d'engagement politique de la jeunesse et de sa représentation législative, ce qui va dans le sens d'un accroissement régulier du nombre de jeunes représentants.

Mobilisation des financements pour les associations des jeunes qui militent pour la préservation de la paix. Les associations des jeunes souffrent d'un manque de financement pour pouvoir mener à bien leurs activités. Si aujourd'hui le fonctionnement de la plupart des associations de jeunes est limité, c'est par manque de financements venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du pays.

Les programmes de l'enseignement primaire doivent être révisés. Les programmes sont parfois volumineux et pas conformes aux réalités africaines. Cette révision ne signifie pas une éducation au rabais ou dépassé et ne s'oppose pas à l'éducation moderne. Elle est plutôt une éducation qui se base sur les valeurs fondamentales de la communauté africaine et surtout une prise en compte dans le programme des grandes figures africaines qui ont participé à la construction des sociétés africaines et de l'humanité en général.

Recommandations

- *Multiplier l'engagement des jeunes dans les OSC ;*
- *Proposer des idées novatrices et audacieuses, avoir la force de persuasion dans l'espace civique ;*
- *Lutter contre la corruption électorale ;*
- *Contribuer à la collaboration régionale ;*
- *Déployer des observateurs indépendants pour surveiller le processus électoral ;*
- *Mobiliser des ressources externes pour financer les associations de jeunes ;*
- *Veiller au respect des droits de l'Homme ;*
- *Instaurer une gestion saine et rigoureuse des organisations africaines (exemple CEDEAO) ;*
- *Investir dans l'emploi et l'éducation pour permettre aux jeunes de se réaliser ;*
- *Favoriser une collaboration régionale et sous- régionale des associations des jeunes ;*

Enseignements

- Renforcement des capacités des jeunes déjà engagés dans la gestion des affaires publiques pour inciter d'autres jeunes à faire de même ;
- Grâce à un apprentissage efficace des droits de l'Homme et de ses valeurs, les enfants et les jeunes peuvent faire les

- premiers pas vers la jouissance, l'exercice et la revendication du respect de leurs droits et des droits de l'Homme en général ;
- Mobiliser des ressources externes pour financer les associations de jeunes pour cela, il faut :
 - Développer les rencontres : organiser des rencontres entre les jeunes et des acteurs engagés qui témoignent de leurs parcours et expériences. Ces échanges permettent aux jeunes de rencontrer des personnes positives, d'entendre leurs choix et de partager leurs propres aspirations. Par exemple, des demi-journées de rencontres avec des acteurs impliqués dans des projets d'insertion peuvent inspirer les jeunes.
 - Faire enquêter les jeunes : positionner les jeunes comme des reporters. Ils peuvent utiliser des appareils photo, mener des interviews, monter des vidéos ou créer des blogs. Cette approche ludique favorise l'engagement et l'apprentissage.
 - Utiliser des méthodes de pédagogie active : encourager les jeunes à agir de manière autonome. L'éducateur doit devenir un facilitateur, laissant les jeunes prendre des initiatives. Valoriser les jeunes en les considérant comme des ambassadeurs de leurs projets.
 - Dans le cadre de la lutte contre la corruption électorale, favoriser :
 - L'éducation et la sensibilisation : les acteurs politiques devraient adopter des comportements responsables, éduquer et sensibiliser leurs militants. Former les délégués dans les bureaux de vote est également crucial.
 - Transparence dans le processus électoral : les partis politiques devraient adopter des règles transparentes. Ils doivent aussi stipuler la responsabilité civile des partis à l'égard de tous les actes de corruption commis par leurs candidats.



4. Panel 4 : Révolution digital et participation citoyenne : Une stratégie pour la démocratie participative

Présentation



La révolution digitale et la participation citoyenne au Sahel est un sujet d'une importance cruciale. Dans un contexte marqué par des bouleversements politiques et sécuritaires, il est essentiel d'examiner comment les avancées technologiques et l'engagement des citoyens peuvent contribuer à améliorer la situation dans la région. Répondre à cette interrogation reviendrait à reconnaître que le numérique change la politique dans trois domaines : l'information, la facilitation de la discussion et du débat. Elle a ouvert la voie à une démocratie participative, voire directe. Les outils numériques permettent une réelle expression des libertés au cœur des régimes démocratiques. C'est dans ce contexte que la thématique Révolution digitale et participation citoyenne : Une stratégie pour la démocratie participative animée par **Dr Youssouf Nassirou Ba, Souleymane Ouédraogo, Ange Gabriel Kambou** et **Farida Sonia Tiemtone** trouve toute sa pertinence au cœur de ce forum.

Les panélistes se sont attelés à mettre en évidence les argumentaires suivants :

D'une part, les apports du numérique sur la vie politique

- Le digital permet l'élargissement du spectre de la participation citoyenne à la vie politique ;

- Le digital permet l'accès à l'information de façon spontanée ;
- Le digital permet de recadrer les dirigeants en favorisant ainsi la transparence ;

- Les TIC interpellent et recadrent les dirigeants ;
- Le digital favorise une connexion entre gouvernants et gouvernés ;
- Les tics sont incontournables dans la construction de nos systèmes démocratiques ;
- Les médias sociaux constituent une opportunité pour les jeunes de se faire entendre ;
- Aujourd'hui, les TIC ont permis de s'adresser aux détenteurs de la force politique ;

D'autres part les défis liés au numérique sont uniquement abordés:

- L'existence d'une fracture numérique qui malheureusement écarte une partie de la société ;
- La fragilisation de la vie privée due à un usage négatif des TICS ;
- La radicalisation en ligne ;
- La désinformation qui intensifie les violences ;

Points de discussions

Il est important de promouvoir des systèmes de vérification d'informations pour lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles. Les réseaux sociaux sont devenus une source importante d'informations pour de nombreuses personnes, mais il est souvent difficile de savoir si les informations sont vraies ou fausses. Les systèmes de vérification d'informations peuvent aider à résoudre ce problème en fournissant des informations précises et vérifiées aux utilisateurs.

La lutte contre la cybercriminalité devient de plus en plus une impérative sécuritaire. Ainsi, il est primordial d'appliquer sur l'ensemble des pays du Sahel et de façon efficace la loi contre la cybercriminalité capable de criminaliser efficacement ces actes illégaux et de permettre une coopération internationale efficace entre les autorités de justice pénale, conformément aux normes internationales. Dans cet effort, un point d'attention majeur doit être la nécessité de respecter les droits fondamentaux des individus qu'ils soient suspects ou victimes, tout en assurant la nécessité et la proportionnalité dans l'application de la justice pénale.

Il existe un lien étroit entre les violences basées sur le genre et les médias en temps de crise. Cette violence est un phénomène qui touche les femmes et les filles. Les médias ont un rôle important à jouer dans la lutte contre cette violence en sensibilisant les gouvernants et en fournissant des informations précises et fiables. En temps de crise, la violence basée sur le genre peut augmenter en raison de l'insécurité et de la détérioration des conditions de vie. Le rôle des médias s'oriente alors vers l'aide pour atténuer la violence en fournissant des informations sur les services de soutien disponibles et en sensibilisant les autorités des conséquences de la violence basée sur le genre. Ils peuvent aussi intervenir en donnant la parole aux femmes et aux filles qui ont été touchées par cette violence et leur permettre ainsi de rencontrer leur histoire.

Le web activiste doit adopter un

comportement exemplaire en temps de crise. Avant d'intervenir, il doit être informé sur les questions qu'il défend et doit être en mesure de fournir des informations précises et fiables sur les problèmes. Son comportement, qu'il soit positif ou négatif, influence forcément certains followers. Donc la meilleure posture est d'utiliser les médias pour sensibiliser le public sur les problèmes en partageant des photos, des vidéos et des témoignages pour aider à donner une voix aux personnes touchées par la crise. Son action doit aussi être orientée vers les gouvernants en faisant pression sur ces derniers pour qu'ils prennent des mesures afin d'aider à faire face à l'instabilité, cela peut inclure des appels à l'action pour fournir une aide financière, une assistance, etc.

Recommandations

- *Faire des TICS une arme de développement, de contribution à la vie politique et non de menace ;*
- *Sensibiliser les jeunes pour une utilisation responsable des réseaux sociaux ;*
- *Promouvoir la protection de la vie privée.*

Enseignements

- Pour une utilisation saine des réseaux sociaux, voici quelques pistes pour accompagner cette démarche :
 - Présentation des réseaux sociaux : informer les jeunes sur le fonctionnement des plateformes qu'ils utilisent fréquemment. Des réseaux tels que Facebook, Twitter, Instagram et Snapchat sont couramment utilisés par les adolescents. Il est important qu'ils comprennent leur utilisation et leurs caractéristiques.
 - Dérives possibles : sensibiliser les jeunes aux risques liés aux réseaux sociaux. Une compréhension approfondie de ces risques peut les aider à naviguer de manière plus sûre en ligne ;

- Pistes éducatives en classe : développer des activités en classe (secondaire) pour une utilisation responsable des réseaux sociaux. Cela peut inclure des discussions sur l'esprit critique face à l'information et les publications faites sur les réseaux sociaux.
- Initiatives des Etats pour promouvoir la protection de la vie privée :
 - Éducation et sensibilisation : les gouvernements peuvent organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens sur les risques liés à la divulgation d'informations personnelles sur les réseaux sociaux. Des ateliers, affiches et quiz peuvent être utilisés pour éduquer les utilisateurs sur les bonnes pratiques.
 - Réglementation et législation : les gouvernements peuvent mettre en place des lois et des réglementations pour protéger la vie privée des utilisateurs en ligne. Cela peut inclure des exigences de transparence de la part des plateformes sociales concernant la collecte et l'utilisation
- des données personnelles.
- Collaboration avec les plateformes : les gouvernements peuvent travailler en partenariat avec les entreprises de médias sociaux pour renforcer les politiques de confidentialité et encourager la mise en œuvre de mesures de protection de la vie privée.
- Formation des fonctionnaires : les gouvernements peuvent former leurs propres fonctionnaires et employés sur les meilleures pratiques en matière de protection de la vie privée sur les réseaux sociaux. Cela permettra de garantir que les informations sensibles des citoyens soient traitées avec soin.
- Promotion d'outils de sécurité : les gouvernements peuvent inciter l'utilisation d'outils de sécurité tels que la vérification en deux étapes, le chiffrement des communications et les paramètres de confidentialité avancés sur les plateformes sociales.





04

Session de partage d'expérience



SESSION DE PARTAGE D'EXPÉRIENCE SUR LE DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL



Présentation et points de discussion

Monsieur Boubakar SAVADOGO est venu partager avec les jeunes le récit de sa vie en parlant des défis, des obstacles, des échecs, mais aussi de la manière dont il a pu en tant que jeune faire face à tous ces problèmes pour en arriver là maintenant.

Formation et éducation

Formé au Burkina jusqu'à l'obtention de sa Licence de Physique à l'université de Ouagadougou, Monsieur Boubakar Savadogo a obtenu son DEA de Physique et sa Thèse en Sciences de l'ingénieur en France. En 2006, il obtient une certification du Centre National d'Etudes Agronomiques pour les Régions Chaudes de Montpellier.

Parcours dans le milieu Universitaire

Il a eu un parcours impressionnant dans le milieu de l'enseignement supérieur. Revenu à Ouagadougou en octobre 1998 pour exercer sa fonction d'enseignement à la suite d'un appel à candidature de l'université dû à un manque d'enseignants en physique, il fera face à un certain nombre de difficultés. C'est en 2002 qu'il est devenu Assistant en Physique et Professeur Titulaire en 2011.

Création de structure

- Une entreprise informatique ;
- Une entreprise d'exportation de l'artisanat africain ;
- Une ferme agricole de 35 ha dans la commune rurale de Loumbila.

Les principaux conseils donnés aux jeunes :

- Intégrer dans tous les projets 3 mots : **la patience, la persévérance et le courage**
- S'engager dans tous les domaines sans aucune peur,
- Selon lui, ce n'est pas l'argent qui fait votre projet, mais c'est le projet qui fait l'argent,
- Avoir toujours des priorités et ne pas chercher la « belle vie » en cours de réalisation des projets ;
- Ne jamais baisser les bras ;

Biographie de Boubacar Sawadogo

Né à Bobo-Dioulasso, Monsieur Boubacar Sawadogo Ministre des Sports, de la jeunesse et de l'emploi depuis le 10 janvier 2023 est depuis 1998 titulaires, d'un doctorat en Sciences pour l'ingénieur, du Centre national de Recherche Scientifique de l'Université de Perpignan en France. Consultant international, il a réalisé des missions d'appui au gouvernement de près de vingtaine pays africains. A ce titre, le nouveau ministre a œuvré à la mise en place de dispositifs innovants de production agricole tropical, dans plusieurs pays africains.

Membre du conseil d'administration de ACFP, Monsieur Boubacar Sawadogo est aussi un acteur de la recherche-action sur l'adaptation des systèmes d'irrigation pour l'amélioration de la productivité et la rentabilité de la population des agrumes et des cultures maraîchères. Un domaine à

travers lequel, il participe à la formation des jeunes producteurs agricoles du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Togo.

Il est auteur de plusieurs publications scientifiques :

- En physique : sciences des matériaux et énergie solaire,
- Sur la formation professionnelle, l'enseignement technique, l'éducation générale,
- L'emploi, l'insertion des jeunes.





05

Sessions de partage d'expérience sur le GYLA



SESSIONS DE PARTAGE D'EXPÉRIENCE SUR LE GYLA



Remplaçant le programme de mentorat, le **GYLA** se fixe comme but de renforcer les capacités des jeunes femmes et hommes afin qu'ils soient en mesure de jouer un rôle actif dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le processus de prise de décision politique aux niveaux national et régional. L'atelier de clôture de ce programme s'est tenu le 18 octobre à Ouagadougou. Durant cet atelier, les mentes ont procédé à la présentation de leur document de plaidoyer, s'en est suivi une session de partage d'expérience avec **Madame Adjaratou Tall**, **Monsieur Albert Damas Lamine Diatta** et **Monsieur Maliki Boudo**, membres de l'**Alliance des Jeunes Leaders pour la Paix et la Stabilité (AJPSS)**. L'AJPSS est une association à but non lucratif composé de jeunes leaders venus du Mali, du Niger, du Sénégal et du Burkina Faso. Sa mission principale est d'accompagner les processus politiques, de paix et de sécurité à travers une approche inclusive et participative. C'est dans ce cadre que ses trois membres sont venus partagés avec les nouveaux bénéficiaires du GYLA leur expérience.

Monsieur Albert Damas Lamine Diatta, secrétaire général de l'AJPSS participé au programme avec un projet sur sa région natale la Casamance. Le projet s'intitule « la

participation des femmes et des jeunes aux processus de paix en Casamance ».

Madame Adjaratou Tall a participé au programme de mentorat avec son projet « *Amélioration de la participation politique et citoyenne des jeunes filles et femmes du Burkina* ». Ce projet vise à renforcer l'esprit de participation des filles et des femmes dans les processus de prises de décisions, comme au sein de l'Assemblée nationale et les conseils municipaux »

Monsieur Maliki Boudo quant a lui à fait du sport, particulièrement du football comme moyen pour tirer les jeunes à promouvoir la paix et la sécurité.



06

Cérémonie de clôture



CÉRÉMONIE DE CLÔTURE



46

Le Ministre des Sports, de la jeunesse et de l'emploi, **Monsieur Boubacar Sawadogo** a présidé le vendredi 20 octobre la cérémonie de clôture du forum régional annuel de la Jeunesse, avec la présence du ministre délégué auprès du ministère des Affaires étrangères, du président du conseil national de la jeunesse du Burkina Faso ; de l'ambassadeur Bruno Zidouemba membre du Conseil d'Administration de Gorin et du Directeur Exécutif du Gorée Institut.



07

Conclusion



CONCLUSION

Organisé dans un environnement agréable, le forum de Ouagadougou 2023 a donné l'opportunité aux jeunes leaders ouest africaines œuvrant dans les domaines politique et de la prévention et de la gestion des conflits de se rencontrer pour mieux planifier leurs actions et améliorer leurs actions dans les politiques de gouvernance et la prévention des crises. Les différentes phases de cette rencontre ont conjugué formation, prise de parole et rencontre avec des décideurs pour élargir leurs horizons.

La pertinence du thème de ce forum et la justesse de sa cible ont motivé l'intérêt soutenu des partenaires du Gorée Institute et du Gouvernement du Burkina Faso. Les échanges ont été francs, vifs et courtois. Ils ont approfondi chaque sujet abordé dans un esprit globalement satisfaisant et constructif. Cela a fait émerger un certain nombre de points allant des problèmes que rencontrent les jeunes aux recommandations qui y sont formulées.

Au niveau de l'implication effective des jeunes dans les processus, leur responsabilisation procèdera non seulement du sérieux qu'ils mettront à présenter leur expertise ; de la crédibilité de leurs démarches mais surtout de la confiance qu'ils inspireront aux décideurs. La formation devient un impératif autant pour les jeunes leaders que pour les cibles de leurs actions et initiatives.

Évoquée à travers le modèle d'autonomisation du Gorée Institute, la question du financement des OSC jeunes mérite toute sa place. La levée et la gestion efficace de fonds, en effet, sont indispensables eu égard à la raréfaction des ressources mises à disposition par les demandeurs d'expertise.

En somme, la participation des jeunes est un levier pour un avenir plus inclusif, participatif et prospère. Il est temps de les considérer comme des acteurs clés dans les politiques de gouvernement et la prévention des crises au Sahel.



08

Nos partenaires



NOS PARTENAIRES



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

Netherlands Institute for
Multiparty Democracy

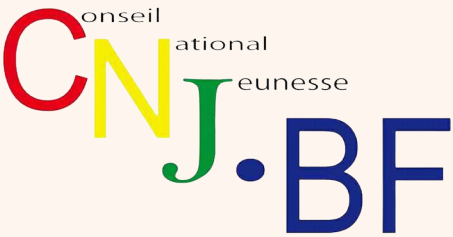


People
Change
the World

Diakonia



Centre pour la Gouvernance
Démocratique Burkina Faso



09

Déclaration finale des jeunes



DÉCLARATION FINALE DES JEUNES



Nous, jeunes du Sahel venant du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, réunis du 19 au 20 octobre 2023 à Ouagadougou, représentant la société civile, les partis politiques, les institutions étatiques, la presse, les institutions internationales, les ONG et OING dans le cadre du Forum régional des jeunes organisé par le Gorée Institute,

Souhaitant contribuer au processus de positionnement des jeunes dans les politiques de gouvernance et la prévention des crises au Sahel ;

Considérant les jeunes comme de véritables moteurs du changement et de développement, les résolutions 2250, 2419 et 2525 du CSUN consacrent leur participation au processus de consolidation de la paix, de prévention et de résolution des conflits, et de développement post-conflit ;

Considérant que malgré les 77% qu'ils représentent au sein de la population africaine, les voix des jeunes n'ont pas une portée considérable, leurs besoins ne se sont pas pris en charge convenablement et ils sont moins représentés dans les instances décisionnelles ;

Exprimant notre inquiétude sur l'absence des jeunes au dialogue consultatif national et dans la recherche d'un consensus pendant la transition politique ;

Considérant qu'en plus de la crise politique et de la situation sécuritaire en déliquescence au Sahel, les jeunes sont également très affectés par le manque d'opportunités économiques ;

Exprimant notre inquiétude face aux inégalités accrues et aux disparités importantes en termes d'accessibilité aux ressources et de capacités à bénéficier des retombées de l'exploitation de ces ressources ;

Constatant que les jeunes, en raison de leur vulnérabilité sont très sollicités dans les mouvements de contestation et servent même parfois des chairs à canon ou bouclier humain à leur risque et péril ;

Exprimant notre préoccupation quant au fait que les dirigeants politiques considèrent les jeunes comme inexpérimentés, manquant de compétences, de connaissances et de leadership pour faire des propositions politiques pertinentes ;

Rappelant que la Charte africaine de la jeunesse vise à protéger les jeunes contre la discrimination et leur garantit la liberté de circulation, de parole, d'association, de religion, de propriété et autres droits humains, tout en s'engageant à promouvoir leur participation dans la société ;

Conscients qu'aujourd'hui, les jeunes en plus d'être une grande force de contestation doivent être également une véritable force de proposition pour une meilleure prise en compte de leurs besoins et préoccupations.

Appelons la jeunesse sahélienne à l'action. Nous encourageons les jeunes :

- À s'engager davantage dans le champ politique et d'être irréprochables et exemplaires ;
- À se mobiliser et de faire bon usage des médias sociaux pour se faire entendre ;
- À favoriser le réseautage, l'échange, la formation et la quête de l'information.

Recommandations aux acteurs régionaux, gouvernements et organisations de la société civile ce qui suit :

Nous...

Demandons aux gouvernements de la transition d'accompagner les jeunes et de les soutenir dans les différentes actions en faveur de la paix ;

1. Invitons les Etats à promouvoir la formation des jeunes et à impliquer les organisations de jeunes dans toutes les phases de transition et de réconciliation nationale ;
2. Demandons aux autorités de respecter leurs engagements, car la transition est inéluctable et les jeunes ne devraient pas manquer ce rendez-vous ;
3. Appelons l'Union Africaine à renforcer les mécanismes de prévention des conflits et à contribuer au financement des programmes de cohésion sociale ;
4. Appelons la CEDEAO à réviser ses textes, à lever les sanctions infligées au Niger et à instaurer le dialogue permanent avec les autorités de transition ;
5. Invitons les OSC à tendre davantage la perche aux jeunes et à les impliquer dans leurs différentes actions tout en passant par la formation et le renforcement de capacités ;
6. Invitons les Chefs d'Etats à appliquer les normes communautaires, à développer une culture de transparence et à instaurer un climat de confiance avec les jeunes en évitant de les bâillonner ;
7. Appelons la CEDEAO à prendre des mesures face aux violations des DH, à promouvoir l'État de droit et à renforcer les systèmes d'alerte précoce ;
8. Invitons l'Union africaine à se doter des moyens de sa politique et à mettre en place des mécanismes efficaces qui incitent les Etats à respecter les décisions de justice ;

9. Invitons les Etats à créer un cadre de dialogue, à respecter la charte des partis politiques et surtout à respecter leurs engagements vis-à-vis des institutions régionales, continentales et internationales ;

10. Appelons la CEDEAO à promouvoir une plus grande ouverture de l'espace civique permettant aux jeunes de pouvoir participer à la gestion des affaires publiques sans risques d'être inquiétés ;

11. Demandons également aux Etats du Sahel, conformément à la Résolution 2250 du CSNU, d'accroître la présentation des jeunes au sein de leurs institutions et dispositifs de prévention des conflits violents et à soutenir les activités menées par les jeunes en faveur de la paix et de la sécurité ;

12. Exhortons les gouvernements à réunir tous les efforts nécessaires pour faciliter l'accès aux opportunités économiques et favoriser le développement individuel et économique des jeunes ;

13. Appelons la CEDEAO et l'Union africaine à une grande collaboration stratégique afin de promouvoir la stabilité politique par une inclusion significative des jeunes dans toutes les phases du dialogue politique ;

Cette déclaration est signée par tous les jeunes provenant du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal, présents au forum sous régional des jeunes.

Fait à Ouagadougou le 20 octobre 2023

*Amplifions la
voix des jeunes !*



GOREE
INSTITUTE

10

Annexes



ANNEXES

1. Outcomes document

I. A propos de l'Institut Gorée et du Power of Dialogue

Le GOREE INSTITUTE : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique est une organisation panafricaine de la société civile, qui a pour mission de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.

L'accomplissement de cette mission nécessite notamment l'élaboration de programmes innovants comme le Power of Dialogue (PoD) centré sur le renforcement des capacités des femmes et les jeunes leaders pour leur permettre d'influencer efficacement et participer à des processus politiques qui respectent et promeuvent les normes et valeurs démocratiques par la création d'un espace civique pacifique, et une prise de décisions politique inclusive, réactive et représentative à tous les niveaux.

II. A propos du forum

Conformément à son objectif institutionnel, l'Institut Gorée a organisé avec l'appui du gouvernement de transition du Burkina Faso, la quatrième édition du forum sous régional des jeunes à Ouagadougou du 19 au 20 octobre 2023 sur le thème : "Mieux positionner les jeunes dans les politiques de gouvernance et la prévention des crises au Sahel". Il s'agit d'une rencontre qui a rassemblé environ deux cents (200) jeunes acteurs de la société civile, des partis politiques, des organisations internationales et des institutions étatiques et non-étatiques du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, afin de partager leurs idées et expériences, de s'inspirer les uns des autres sur la façon de prendre en charge leur avenir et de repenser la façon de s'engager et de se

positionner en tant qu'acteur de la consolidation de la paix, de l'engagement civique et de voir une participation accrue des jeunes aux instances de prise de décision politique pour favoriser la stabilité politique au Sahel.

A. Objectifs du forum

D'abord, le forum a permis d'offrir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, d'échange d'expériences et de bonnes pratiques afin d'améliorer leur participation aux processus de paix et politiques dans leurs pays respectifs au Sahel.

Ensuite, il a réuni également des experts et des praticiens qui ont partagé leurs pensées, leurs analyses et leurs expériences avec les jeunes sur l'état actuel de l'espace civique et la participation active des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politiques.

Enfin, il a donné aux jeunes l'occasion d'échanger leurs expériences et les leçons apprises avec des jeunes d'autres pays du Sahel en ce qui concerne les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux sphères politiques et économiques dans leurs pays respectifs, ainsi que la façon dont certains d'entre eux ont réussi à relever ces défis.

B. Résultats obtenus

Le forum aura permis la proposition de solutions concrètes pour soutenir les jeunes travaillant sur la consolidation de la paix et l'engagement civique afin de les aider à renforcer leurs connaissances et leur expérience dans le but de s'impliquer davantage. Il aura également permis de consolider le partenariat des organisations de jeunesse des pays concernés dans le but d'approfondir les relations entre les organisations de jeunesse de la société civile et les autres parties prenantes au niveau national et régional.

Mieux encore, le forum a contribué à créer un espace pour un échange intergénérationnel de connaissances, d'expertise et d'expérience et a permis aux jeunes d'échanger des expériences et des

leçons avec d'autres jeunes d'autres pays du Sahel. Grâce à ce forum, les jeunes ont parlé des défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques dans leurs pays respectifs. Ce fut une très belle occasion d'interagir avec les autorités et les représentants des institutions internationales et sous-régionales et de bénéficier de leurs conseils et d'apprendre de leurs expériences.

A travers ce forum sous-régional, les jeunes ont eu une opportunité de faire le plaidoyer en faveur d'une participation accrue des jeunes dans les processus politiques des pays du Sahel et ils ont fait une déclaration avec des recommandations fortes pour attirer l'attention des autorités nationales des pays représentés, de la CEDEAO, de l'AU et de la communauté internationale sur la nécessité d'adopter une démarche inclusive et participative en impliquant les jeunes dans les gestions des affaires politiques.

Il s'agissait aussi durant ce forum, de créer un espace démocratique pacifique permettant aux jeunes de la société de s'engager dans le processus de prise de décision politique, inclusif, réactif et représentatif du développement des réseaux sociaux et de la prolifération des groupes armés dans le sahel central qui trouvent dans la jeunesse le vivier pour ses plans de recrutement.

III. Le enjeux et défis liés au positionnement des jeunes dans les politiques de gouvernance et la prévention des crises au Sahel

Le thème du forum est relatif à une zone sahélienne ravagée par une crise, économique, sociale, politiques rendues encore plus incomplexes par une insécurité grandissante dont les auteurs sont des membres de groupes armés dont les idéologies sont difficilement identifiables.

Bien que des millions de jeunes aient consacré beaucoup de temps, d'énergie et de ressources pour faire entendre leurs voix sur les plateformes de prise de décisions publiques, les résultats de l'analyse de l'économie politique régionale montrent que

leurs voix ne sont guère entendues, que leurs préoccupations ne sont généralement pas prises en considération et que leurs propositions politiques et leurs opinions sont le plus souvent ignorées. En outre, ils sont souvent perçus par les dirigeants politiques comme manquant de connaissances, d'expérience et de compétence pour avoir une place aux instances de prise de décisions politiques.

Ce forum fut l'occasion pour les jeunes leaders politiques et membres de la société civile, de faire entendre leurs voix et de contribuer ainsi à la formulation et à la mise en œuvre de politiques favorables aux jeunes. Il y a un réel besoin de favoriser une coordination et une collaboration accrues des efforts visant à soutenir la participation des jeunes à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et à la prise de décision politique au Sahel pour avoir un impact direct sur leur bien-être, leurs passions individuelles et leurs aspirations futures.

Lors de ce forum sous-régional, la thématique a fait l'objet de riches discussions pendant les deux jours. Des experts et spécialistes des questions spécifiques sur la contribution des jeunes, ont développé des idées allant dans le sens de promouvoir la participation active des jeunes, lors des différents panels. Les interventions des participants ont aussi permis d'enrichir les communications faites par les panélistes.

A. Défis sécuritaires et dynamiques politiques au Sahel : Intérêts et attentes des jeunes

Le constat est qu'au cours des dernières années, le Sahel, plus particulièrement la région du Liptako-Gourma (Niger, Mali et Burkina Faso) a connu une hausse des incidents violents liés à des groupes armés terroristes qui ont connu une recrudescence avec le temps. Ainsi, à cause de cette sérieusement détérioration de la situation sécuritaire, la région du Sahel est aujourd'hui l'une des régions où la qualité de vie et le développement économique sont les plus faibles au monde. Les conflits qui y sévissent

appauvrissent encore une région déjà frappée par la misère, des inégalités et une exclusion sociale et politique endémiques et les populations, notamment des jeunes cherchent à se mettre à l'abri dans les pays voisins ou, plus loin, au Maghreb ou en Europe à travers la migration irrégulière.

Il y a un véritable besoin d'informations précises pour mieux comprendre ces dynamiques instables et leurs dimensions géographiques, en particulier la manière dont les décisions prises à différents niveaux de gouvernance peuvent avoir un impact sur les événements à différentes échelles territoriales, qu'elles soient locales, nationales ou régionales.

Ces crises complexes et compliquées auxquelles le Sahel fait face, ne laissent pas en rade la jeunesse qui est l'une des premières victimes. Leur enrôlement est une préoccupation importante dans le Sahel central (Niger, Burkina Faso et Mali). Ces jeunes présents dans le rang des groupes armés dans le Sahel central sont animés par des facteurs explicatifs, comme la religion, les facteurs socioéconomiques, la politique, etc.

Si la résolution historique 2250 du conseil de Sécurité, adoptée en 2015, reconnaissait la contribution positive de la jeunesse aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité, aujourd'hui, l'énorme potentiel des jeunes pour la réussite du programme pour la paix et la sécurité n'est pas assez bien exploitée par les politiques. Et pourtant, il y a une nécessité pour les jeunes de bénéficier d'opportunités économiques, d'une participation politique, de services sociaux et de sécurité, afin d'éviter les conditions menant à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

Le renforcement de l'impact des politiques et des stratégies de paix et de sécurité ne peut se faire que par une compréhension approfondie des expériences vécues par les jeunes en matière de violence, d'injustice et d'exclusion, tant dans des situations de conflit violent que dans des contextes d'inégalité, d'insécurité ou d'incertitude en dehors des conflits. Les discussions sur la manière

d'adopter une nouvelle approche, plus inclusive, de la jeunesse, de la paix et de la sécurité (JPS) devraient s'appuyer sur les connaissances expérientielles et les perspectives que les jeunes eux-mêmes apportent à la table, ainsi que sur leurs contributions potentielles à la résolution des problèmes complexes auxquels le continent africain et plus particulièrement le Sahel, est aujourd'hui confronté.

Concernant la participation politique des jeunes, la notion de participation a été explicitement élargie bien au-delà de son volet institutionnel (comme le vote) pour inclure diverses formes non institutionnelles, telles que l'implication de jeunes dans les sections jeunes des partis politiques, les parlements de jeunes ou les mouvements activistes, l'inscription sur les listes électorales pour candidature aux postes électifs. La participation politique des jeunes englobe également certaines activités de la sphère institutionnelle comme membres des organes chargés de l'organisation des élections. Les expériences que font les jeunes jouent un rôle déterminant pour maintenir leur motivation sur le long terme. Les facteurs essentiels dans ce processus sont la reconnaissance personnelle et le sentiment d'auto-efficacité. Les jeunes s'engagent en politique lorsqu'ils s'y sentent reconnus, écoutés et pris au sérieux.

B. Transitions politiques et défis démocratiques : faire entendre la voix des jeunes

Depuis l'arrivée des militaires au pouvoir et la mise en place de gouvernements de transition au Sahel, on assiste à des manifestations souvent en faveur des juntes. Ces mouvements mobilisent pour la plupart, des jeunes, des organisations de la jeunesse, des étudiants, qui réclament un changement et qui perçoivent le pouvoir des juntes comme une porte ouverte vers ce dernier. Selon le rapport de 2018 du Plan d'appui des Nations unies pour le Sahel, 52% de la population des pays du Sahel sont âgés de 10 à 24 ans, faisant de cet espace la région la plus jeune au monde.

Entre slogans anti-français, pro-russes ou contre la CEDEAO clamés par les jeunes manifestants, d'autres bruits teintés d'une sorte de nationalisme se font entendre, ceux du soutien envers l'armée au pouvoir revendiquant plus de souveraineté. Cet élan d'enthousiasme et de confiance envers les forces de sécurité est aussi perceptible au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Il faut dire qu'il y a un sentiment d'exclusion chez cette jeunesse qui représente la majorité de la population du Sahel, par les gouvernements élus. C'est comme si les jeunes estimaient leurs intérêts mieux représentés par ces hommes en treillis et au pouvoir

Au-delà des manifestations dans les rues, où des drapeaux sont brandis, d'autres brûlés, le mécontentement des jeunes se fait aussi ressentir sur les plateformes des médias et réseaux sociaux où ils ont accès à de nombreuses informations en ligne. Ces espaces virtuels leur permettent d'organiser leurs rassemblements, ou encore de créer des espaces d'échanges.

La situation est telle que, la jeunesse ne sait pas en quel avenir croire dans un contexte en perpétuelle dégradation depuis une décennie et ces difficultés auxquelles les jeunes étaient confrontés représentaient finalement une source d'insécurité pour les États. Cette démocratie par les urnes ne satisfait pas une jeunesse qui ne se sent pas du tout représentée par une gérontocratie atteinte du syndrome d'usure du pouvoir.

Au Burkina Faso, le gouvernement de transition semble répondre à ces demandes, avec des stratégies qui diffèrent de celles du président déchu, comme la création de comités locaux de dialogue, avec les membres des groupes armés. L'initiative a aussi pour objectif de réintégrer les jeunes qui auraient pu rejoindre ces groupes sans réelle conviction idéologique. En cela, la junte au pouvoir se veut novatrice malgré la forte dose de populisme qui surfe sur le ressentiment. De fait, l'association des jeunes aux régimes de transition est plus compréhensible, a fortiori si l'on explore les causes de leur désarroi.

Alors que l'activisme civique a toujours été dynamique au Burkina Faso au fil des ans, cet activisme a atteint de nouveaux sommets avec le renversement en 2014 du régime de Blaise Compaoré qui a fait près de trois décennies au pouvoir, lors duquel, les jeunes ont été la force la plus active des manifestations de rue. Il n'est pas surprenant que le désengagement croissant des jeunes vis-à-vis des élites et des institutions politiques au Sahel, combiné à la détérioration de la situation économique et les crises de gouvernance, ait poussé les jeunes à faire entendre leur voix en dehors des cadres et espaces politiques et institutionnels officiels.

La jeunesse malienne a, elle aussi, vécu pour une bonne partie avec la présence de la France, qui s'est investie militairement dans le pays depuis 10 ans mais ne voit souvent pas les changements concrets, ni même de potentielles externalités positives à cette présence. Plus que le chômage, les jeunes du Sahel n'ont pas non plus accès à des services de base, tels que l'eau, l'électricité ou la santé. Subissant de plein fouet l'exclusion socioéconomique et politique, ces jeunes se sont sentis victimes ; la corruption gâtant la sphère politique, non seulement alimentent la violence chez ces derniers, mais renforce plus encore leur rejet envers l'État, qu'ils ne voient plus comme un protecteur.

Le cas du Mali est le plus symptomatique d'une junte qui, à défaut de pouvoir apporter des réponses à une sorte de demande sociale étouffée dans le discours populiste et la négation du droit à l'expression des voix contradictoires, cherche sa légitimité dans la contestation de la France, de la CEDEAO et de la communauté internationale. Avec la levée des sanctions de la CEDEAO et le départ de Barkhane, la nouvelle trouvaille de la junte malienne qui chercherait vraisemblablement à maintenir sa popularité jusqu'aux élections déjà reportées une fois, est de se réfugier dans la stratégie du « tout le monde contre le Mali », comme dit un jeune de la société civile malienne.

Ainsi, on peut observer que les nouveaux gouvernements de transition, se doivent de

rassurer les aspirations démocratiques des jeunes, et non de l'étouffer par la restriction de l'espace d'expression libre. Au Tchad par exemple, depuis 2021, la jeunesse manifeste, mais se retrouve souvent réprimée, des répressions par ailleurs dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme.

De plus, le discours populiste qui a gagné même les rangs des intellectuels et de la société civile semble asphyxier la grogne des déçus et des jeunes qui commencent à perdre leur optimisme d'avant dans certains pays du Sahel. Ce phénomène est d'autant plus présent à Bamako, où, aux premiers mois de la junte, les manifestants, encouragés voire appelés par le gouvernement, demandaient une transition de cinq ans et s'opposaient aux sanctions de la CEDEAO (manifestations du 14 janvier, avant la suspension des sanctions). Aujourd'hui le débat au sein de la jeunesse commence à être très tranché entre les soutiens inconditionnels de la transition et des jeunes activistes que l'engouement pour les bérets n'a pas fait perdre l'envie de démocratie.

L'expression des jeunes dans les rues ou à travers les plateformes en ligne est surtout un témoin de leur manque de représentation dans la sphère politique, et d'un manque d'intégration aux processus décisionnels, pour des questions qui les concernent au premier chef et au quotidien. Une jeune figure de la société civile malienne disait lors d'une réunion organisée par les Nations unies en décembre à Dakar que « les jeunes ne veulent plus être inscrits au cœur des politiques publiques, ils veulent, pour les questions qui les concernent, les concevoir et les mener ». Il est clair que d'après ces dernières évolutions dans le Sahel, non seulement les politiques devraient-elles prendre en compte les problématiques touchant les jeunes, qui rappelons-le, constitue la majeure partie de leur population, et par conséquent leurs voix devraient être aussi bien représentées qu'entendues.

C. Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour la refondation de la démocratie ?

Entendue comme une valeur universelle, qui émane de la volonté librement exprimée des peuples de définir leur propre système politique, économique, social et culturel et qui repose sur leur pleine participation à tous les aspects de leur existence, la démocratie est ce système politique parmi d'autres que l'on retrouve dans toutes les régions du monde. Cependant, le modèle démocratique est lui-même confronté à la crise du politique et de la représentation. Partout dans le monde, la revendication d'une nécessaire appropriation de la démocratie par le citoyen appelle une profonde évolution des espaces et des modalités de la participation à l'exercice et au contrôle du pouvoir. Aujourd'hui, face aux difficultés du quotidien, parfois extrêmes, nombreux sont celles et ceux qui se demandent si, dans la compétition entre les régimes démocratiques et les régimes autoritaires, ces derniers ne seraient pas plus efficaces pour délivrer des services et biens publics, réduire la pauvreté, construire des systèmes fonctionnels de soins de santé et d'éducation, garantir la sécurité et promouvoir une croissance économique inclusive.

L'élargissement de l'utilisation des mécanismes de démocratie directe, le renforcement de la capacité du citoyen à participer au débat public et la qualité de celui-ci, l'éclosion des usages politiques des nouvelles technologies et des réseaux sociaux sont autant de facteurs qui structurent l'avenir des pratiques démocratiques et de pouvoir au Sahel. Dans un tel contexte, il faut se demander comment la jeunesse sahéenne peut-elle être un acteur influent dans la construction d'un État de droit et d'une société démocratique.

La représentativité des acteurs devant intervenir dans le processus démocratique est encore plus importante dans le contexte actuel où les défis de stabilité et de souveraineté n'ont jamais été aussi grands. Étant un processus par essence inclusif et participatif, la jeunesse n'en saurait donc être

exclue. Cette question du rôle de la jeunesse dans le processus démocratique est aujourd'hui plus que déterminant et a fait l'objet d'échanges lors du forum sous régional de la jeunesse.

La jeunesse africaine représente près de 77% de la population du continent, soit près de 400 millions de personnes âgées de 15 à 35 ans. Elle manifeste depuis plusieurs années une prise de conscience forte et croissante quant à ses responsabilités et son rôle en matière de développement et de stabilité. Cela justifie son dynamisme dans la contribution à la promotion de la bonne gouvernance aux niveaux local et national. Ce dynamisme tient à son ouverture d'esprit et à son aspiration au changement. La contribution de la jeunesse du continent oscille généralement entre participation, surveillance, actions de dénonciation mais aussi et surtout force de proposition.

Disposant à peine du pouvoir direct de décision, l'un des meilleurs moyens pour la jeunesse sahélienne de participer aux initiatives de promotion de la bonne gouvernance est d'accompagner les efforts gouvernementaux à travers la sensibilisation de leurs pairs. Cependant, beaucoup restent encore à faire dans les domaines de la démocratie et de la gouvernance politique. Les actions de dénonciation des atteintes aux principes de bonne gouvernance s'inscrivent dans cet engagement continu d'une jeunesse qui refuse d'être complice de pratiques antidémocratiques. Les innovations technologiques lui offrent dès lors des moyens très avancés, lui permettant de saisir ses chances de participer à la revitalisation et la consolidation du processus démocratique.

De plus, aujourd'hui, la production intellectuelle offre un autre moyen à la jeunesse d'avoir un impact sur le processus démocratique. Pouvoir développer une pensée critique et des idées novatrices est un moyen d'impulser le changement. Convaincue de cela, une structure à l'image de Gorée Institute par exemple, a développé le programme de mentorat intitulé Gorée Institute Youth Leadership Accademy «Construire l'un des plus dynamiques

réseaux de jeunes du Sahel» afin d'encourager et de renforcer les capacités des jeunes hommes et femmes des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal) dans le domaine de la production intellectuelle.

Aujourd'hui, dans nombre de pays du Sahel, la tendance des gouvernants à provoquer et à maintenir un rétrécissement de l'espace démocratique semble s'inscrire dans la durée. Malgré cela, les OSC y compris celles de la jeunesse, continuent de jouer un rôle prépondérant dans la consolidation du processus démocratique. C'est là tout l'intérêt d'œuvrer pour leur épanouissement. La jeunesse qui fait généralement preuve d'audace quand il s'agit d'asseoir la démocratie se retrouve dans ce rôle.

L'éducation civique sur la démocratie et la paix à travers les projets et les programmes scolaires est partie intégrante des catalyseurs du développement. S'il y a encore un espace dans lequel la jeunesse peut s'illustrer, c'est bien celui de la participation et de l'accompagnement des initiatives d'éducation civique, sur la démocratie et la paix. Son action pour compléter celle des gouvernements en la matière est souvent mieux structurée lorsqu'elle se regroupe dans des associations de jeunes car elle favorise davantage un meilleur ancrage des valeurs démocratiques. L'idée de production intellectuelle par la jeunesse revient une fois encore dans la mesure elle a toutes les potentialités pour concevoir et développer des livrets sur la paix et la démocratie.

Il est vrai que partout dans le monde, la sphère publique se rétrécit et la démocratie recule, semblant ne plus faire rêver la jeunesse. Mais, cela ne doit guère laisser la place à l'abandon des initiatives visant à redonner de l'élan aux processus démocratiques sur le continent africain. Loin de n'être qu'un observateur docile de la société, « les États doivent impliquer les jeunes pour co-diriger, co-développer et co-crée des solutions tangibles pour résoudre les crises ... et les menaces », selon Chido Mpemba, envoyée spéciale de la jeunesse auprès de la Commission de l'Union africaine.

D. Révolution digitale et participation citoyenne : Une stratégie pour la démocratie participative

Aujourd'hui, à l'ère du numérique, afin de favoriser l'inclusivité et l'accessibilité de la participation des jeunes, plusieurs gouvernements et organisations misent sur des plateformes numériques de participation citoyenne. De telles plateformes numériques permettraient de réduire les coûts d'opportunités ainsi que les barrières à la participation de groupes autrement peu représentés dans ces instances.

La participation citoyenne qui est l'ensemble des actions volontaires posées par les citoyens afin d'influencer la prise de décision gouvernementale, revêt un intérêt particulier pour les gestionnaires publics puisqu'elle permet d'accroître l'agilité gouvernementale et l'adhésion des citoyens aux décisions prises, permettant de bénéficier de l'expérience et de la réalité de différents groupes de citoyens dont les jeunes. Son caractère inclusif permet de pallier le déficit existant dans la société en permettant aux groupes sous-représentés dans les instances de prise de décision, comme les jeunes (hommes et femmes) d'exercer une influence sur les politiques publiques, augmentant ainsi la légitimité des gérants du pouvoir publique.

Aujourd'hui, le mouvement des « civic tech » pour « technologies à visées citoyennes » a donné un nouvel essor à la démocratie numérique. Les applications mobiles et les plateformes en ligne à l'échelle locale et nationale se multiplient. Ces acteurs, essentiellement des jeunes, font à nouveau le pari qu'il est possible d'utiliser les technologies numériques pour remettre la jeunesse au cœur du fonctionnement de la démocratie représentative et dépasser les critiques auxquelles elle fait régulièrement face.

La frustration croissante face à l'impasse institutionnelle au niveau politique a souvent conduit de nombreux jeunes à s'exprimer par d'autres moyens informels tels que des actions de protestation dans la rue ou des

conduites émeutières alimentées par les médias sociaux. Plutôt que les technologies, maintenant ce sont les pratiques des acteurs dont la plupart sont des jeunes, qui focalisent désormais l'attention. Il s'agit de s'émanciper de l'antagonisme entre « permanence » (rien ne change) et « rupture » (tout a changé) qui a longtemps structuré les débats académiques relatifs aux pratiques numériques dans le champ politique.

Le Charter Project Africa initié par le Gorée Institut avec d'autres partenaires, a montré que de nombreuses applications destinées à favoriser notamment le dialogue entre élus et citoyens sont plus particulièrement mises en œuvre à l'échelle locale, renouant ainsi avec l'idée ancienne et commune que le local constitue le terrain privilégié d'épanouissement de la démocratie. Les initiatives des collectivités s'appuyant sur ces propositions technologiques, surtout des municipalités, sont régulièrement mises en exergue dans les salons spécialement dédiés à la communication institutionnelle. Parallèlement, le caractère hétérogène des acteurs et des conceptions de la démocratie rassemblés sous l'étiquette de « civic tech » fait l'objet de plusieurs théorisations qui ne reposent guère sur l'évaluation des pratiques réelles des applications et logiciels disponibles sur le marché et utilisées par les jeunes.

Avec l'ère du numérique qui a gagné du terrain en Afrique de l'Ouest et au Sahel particulièrement, la notion de participation citoyenne y a progressivement évolué, et, outre l'aspect politique, la participation citoyenne a trait aussi, de manière plus large, à l'engagement que chaque citoyen prend en tant que membre d'une collectivité. Cet engagement a pris différentes formes chez les jeunes car il leur permet de participer à la vie publique en adhérant à une association de jeunes, en participant à une manifestation, en faisant circuler une pétition, en s'engageant pour le bien-être de la société qui l'entoure par des actions citoyennes en faveur de la jeunesse. La participation citoyenne, surtout des jeunes, dépasse aujourd'hui largement celle liée à la sphère politique ; elle signifie

participer à la construction et à l'organisation du « vivre ensemble » au Sahel.

IV. Conclusion

Il est essentiel de faire en sorte que les jeunes soient associés à l'élaboration des feuilles de route de la paix et de la sécurité plutôt que d'être considérés comme de simples consultants. La question de leur participation aux processus décisionnels dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits doit être abordée de manière multidimensionnelle, s'inscrire dans d'autres programmes d'intégration et être interconnectée à ces derniers. Elle suppose de créer des espaces permettant leur engagement dans les processus politiques et la prise en compte réelle de leur conception de la paix. Mais il est tout aussi essentiel de leur assurer l'accès aux droits et à des moyens de subvenir dignement à leurs besoins ainsi que de faciliter le dialogue et les échanges intercommunautaires.

De plus en plus, les jeunes s'engagent dans des actions visant à prévenir l'éclatement de la violence en développant des initiatives pour instaurer une culture de la paix à travers des

méthodes telles que les débats, les dialogues pour la paix, les dialogues religieux, l'éducation à la citoyenneté, le théâtre pédagogique et des sketches à la radio ou à la télévision, des événements sportifs, des festivals de musique, des campagnes de sensibilisation, des campagnes sur les médias sociaux, etc. Les jeunes cherchent ainsi à travers ces formes de participation à être des vecteurs de la paix, des catalyseurs du dialogue politique et des soldats de la paix. Les mouvements citoyens, souvent grâce à l'appui d'organisations vouées à la promotion de la paix cherchent ainsi à jouer à se mettre au service de la paix et à développer des initiatives de mobilisation populaire

2. Agenda du forum



Forum de la Jeunesse

19 - 20 octobre 2023, Ouagadougou, Burkina Faso

Agenda

Jour 1 : jeudi 19 oct. 2023	
08:00 - 09:00	Accueil • Enregistrement des participants • Remise des kits • Installation des participants
09:00 - 10:30	Cérémonie d'ouverture du forum • Monsieur Karamoko Jean Marie TRAORE: Ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur, chargé de la Coopération Régionale • M. Doudou Dia : Directeur Exécutif du Gorée Institute • M. Cheickna YARANANGORE : Directeur pays NIMD • Mme Nadine KONE : Directrice résidente de Diakonia • M. ZAMPALIGRE Faycal : représentant du président du Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso • M. ZIDA Abdoul Razak : représentant du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, parrain du forum sous régional de la jeunesse
10:30 - 11:30	Pause-café
11:30 - 13:30	Panel 1: Défis sécuritaires et dynamiques politiques au Sahel : Intérêts et attentes des jeunes Intervenants : • Daniel Kéré : Expert en paix et sécurité • Mamadou Konaté : Save the Children International • Cheickna YARANANGORE : Directeur pays NIMD • Cre Nana Alice : Centre d'Études Stratégiques Modérateur : Bintou DIALLO, Nations Unies Burkina
13:30 - 14:30	Pause déjeuner

Panel 2 :Transitions politiques et défis démocratiques : faire entendre la voix des jeunes	
<u>Intervenants :</u>	
14:30 - 16:30	• Dr. SANGO Abdoul Karim : juriste, enseignant-chercheur, • Aimé Désiré YERBANGA : Chargé de Programme DIAKONIA • Rasmata DERRA : Responsable de programme Interpeace • Samerou Diallo : Démocratie 101
<u>Modérateur :</u> M. Larba PILGA, DG de la jeunesse	
16:30 - 17:00	Synthèse des travaux de la journée : Abibatou Séne et Albert Diatta
Jour 2 : vendredi 20 oct. 2023	
Panel 3 : Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour la refondation de la démocratie ?	
<u>Intervenants :</u>	
08:00 - 10:00	• Dr. Rayedé Thomas Ouedraogo : Centre pour la Gouvernance Démocratique • Mamadou Sansi Ba : Réseau des Jeunes Leaders des Partie Politiques au Sahel • Brice SAWADOGO : Analyste politique à DIAKONIA • Atiana Serge Oulon : journaliste-écrivain
<u>Modérateur :</u> Dr. Latyr Tine : Gorée Institute	
10:00 - 10:30	Pause-café
Panel 4 : Révolution digitale et participation citoyenne : Une stratégie pour la démocratie participative	
<u>Intervenants :</u>	
10:30 - 12:30	• Dr Youssouf BA : Andai Institute • Souleymane OUEDRAOGO : Balai Citoyen • Ange Gabriel Kambou : Président de l'Association des Blogueurs du Burkina Faso • Farida Sonia TIEMTORE : Blogueuse, présidente de Héroïnes du Faso
<u>Modérateur :</u> Awal Oumarou Ibrahim : L'Alliance des Jeunes Leaders pour la Paix et la Stabilité au Sahel-AJLPSS	
12:30 - 13:30	Pause déjeuner
Panel 5 : Partage d'expérience du le programme Gorée Institute Youth Leadership Accademy (GYLA)	
<u>Intervenants :</u>	
13:30 - 15:00	• M. Maliki BOUDO: Mentee première cohorte (Burkina Faso) • Mme. Sokhona NINANE : Mentee deuxième cohorte (Mali)
<u>Modérateurs :</u>	
• M. Sidy Moctar Cissé : Coach GYLA (Sénégal) • Prof Valérie Ouédraogo Rouamba: Coach GYLA (Burkina Faso)	
15:00 - 16:30	Travaux de groupes par pays assortis d'une déclaration commune: Renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest : Quelle recommandations des jeunes pour la CEDEAO, l'UA et les Chefs d'États ?

Déclaration finale et synthèse

16:30 - 17:00

- Lecture de la déclaration : Albert Diatta
- Synthèse des travaux de la journée : Abibatou Séne

Cérémonie de clôture

17:00 - 18:00

- M. Doudou Dia
- Amb. Bruno Zidouwemba
- M. Moumouni DIALLA
- M. Karamoko Jean Marie TRAORE
- M. Boubakar Savadogo : Clôture du Forum





GORÉE INSTITUTE

Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique

Residence Bibi, Rue des Gourmets

BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal

Telephone: +221 33 849 48 49

Email: info@goreeinstitut.org

Site web: <https://goreeinstitut.org>

